



Uriel Orlow, *Soil Affinities* (vitrail Notre-Dame-des-Vertus), 2018 © Adagp, Paris, 2018

Uriel Orlow,

L'histoire d'Aubervilliers se développe au rythme des transformations économiques et urbaines qui ont accompagné le XIX^e et le XX^e siècle, ville maraîchère, puis industrielle, pour devenir peu à peu le siège social des entreprises désireuses de s'inscrire dans le périmètre parisien. Depuis plusieurs décennies, la ville d'Aubervilliers accueille les populations qui se voient reléguées à la marge des grands récits identitaires et des insatiables conquêtes provoquées par le capitalisme. Dans ce lieu de la périphérie parisienne, réceptacle des trajectoires trop ignorées par les politiques sociales, étrangères et urbaines attachées au pouvoir plus qu'à l'humanisme, chacun tente de reconstruire et de donner corps à ces fragments de soi nourris des histoires et des multiples cultures étrangères qui les traversent. Aubervilliers accueille ainsi plusieurs populations immigrées, d'abord celles issues des pays d'Europe puis, avec l'indépendance des colonies, celles d'Afrique du Nord et de l'Ouest et, aujourd'hui, une multitude de nationalités venues du monde entier, fuyant leur pays d'origine ou s'implantant pour des raisons économiques. Conséquence de cette histoire, Aubervilliers se caractérise aussi par les interstices qui s'y creusent comme des espaces

de respiration, de création, où l'inattendu peut advenir pour laisser la place à l'infime, à l'intime, à l'indésirable. C'est dans ces zones que le récit de chacun peut se (re)construire, que les mélanges des cultures trouvent un terrain fertile : cultures des femmes et des hommes, cultures des terres, cultures des histoires qui y circulent. C'est en s'intéressant à toutes ces couches d'histoires présentes à Aubervilliers comme lieu de la périphérie urbaine et mondiale et réceptacle de l'histoire coloniale et postcoloniale qu'Uriel Orlow, en résidence aux Laboratoires d'Aubervilliers d'avril 2017 à décembre 2018, y a déployé une recherche poursuivant son exploration des croisements entre histoire coloniale et histoire des espèces végétales en relation avec des territoires spécifiques. Ainsi, *Soil Affinities* remonte le fil du passé maraîcher d'Aubervilliers avant que celui-ci ne cède le terrain à la révolution industrielle et que les pays européens ne développent une agriculture coloniale en Afrique, dont les traces sont aujourd'hui encore présentes. Après une année de recherches à Aubervilliers et en Afrique de l'Ouest (Mali et Sénégal), Uriel Orlow propose une restitution de sa résidence sous la forme d'une exposition

aux Laboratoires d'Aubervilliers. *Affinités des sols · Soil Affinities* est guidé par une série de questions interconnectées : Que reste-t-il aujourd'hui du passé maraîcher de la ville, hormis le nom des rues ? Comment les plantes dessinent-elles une cartographie historique et contemporaine des relations postcoloniales ? Lorsque les maraîchers ont dû quitter le quartier du Marais, à Paris, pour laisser la place aux bourgeois et s'installer dans la fertile plaine des Vertus dont fait partie Aubervilliers, ils y ont transporté leur terre afin de mettre en place une technique de culture qui, jusqu'en 1900, a permis de fournir plus de 90 % des légumes vendus aux Halles, à Paris. Ces maraîchers peuvent ainsi être considérés comme des précurseurs à la fois de l'agriculture intensive et de la permaculture. C'est aussi grâce à ce type de culture que des variétés de légumes se sont enracinées sur ce territoire : les célèbres choux de Milan sont ainsi devenus une denrée de base à Aubervilliers, ainsi que la variété d'oignon jaune paille des Vertus cultivée, depuis, en Afrique de l'Ouest. En 1899, à la suite de la tristement célèbre conférence de Berlin au terme de laquelle les puissances européennes se partageaient l'Afrique - époque où l'agriculture suburbaine

La Terre damnée :
conflits botaniques
et interventions artistiques

Shela Sheikh et Ros Gray p. 03

Histoire agricole et industrielle
d'Aubervilliers et de la plaine
des Vertus

Jean-Michel Roy p. 07

Bananes, esclavage
et capitalisme racial

Françoise Vergès p. 09

Dans la société africaine
traditionnelle, celui qui
travaille, c'est celui qui
travaille la terre

Ibrahima Wane p. 12

Affinités des sols · Soil Affinities

d'Aubervilliers faisait place aux nouvelles industries et à leurs usines –, le département colonial français créa le jardin d'essai colonial, situé à l'extrémité orientale du bois de Vincennes, à Paris. L'endroit devint une plaque tournante pour les plantes et les semences venues du Nouveau Monde. Dans des caisses de transport spécialement conçues – les caisses de Ward –, des plantes étaient expédiées des Amériques à Paris et, de là, aux nouveaux jardins d'essai à Dakar, à Saint-Louis et ailleurs en Afrique de l'Ouest. Au fil du temps, ces mêmes jardins commencèrent également à tester et à cultiver des produits de base européens – tels que les tomates, poivrons, haricots verts, oignons, choux, etc. – pour la population croissante des colons français. La culture à grande échelle de légumes de base en Afrique de l'Ouest – contrairement à l'économie coloniale générée par la culture des plantes comme le cacao, le café, l'arachide, etc. – a pris son essor, après l'indépendance française en 1960, avec plusieurs entreprises françaises et européennes au Sénégal, produisant presque exclusivement pour Rungis, l'un des plus grands marchés de gros en Europe, situé en banlieue parisienne.

Que reste-t-il du patrimoine agricole à Aubervilliers ? Si vous regardez de près – sur les traces de Paul Jovet, un botaniste du ^{xx}e siècle, enseignant à Aubervilliers dans les années 1920 et qui, lors de ses pauses déjeuner, herborisait des plantes de la ville, contrairement à ses collègues du Muséum d'histoire naturelle à Paris, beaucoup plus enthousiastes, alors, devant la découverte de nouvelles espèces exotiques venant de l'étranger –, en vous promenant dans les rues, vous trouverez de nombreux descendants des variétés maraîchères qui poussent encore dans les friches et les trottoirs de la ville. Dans la continuité des recherches portées par Uriel Orlow, l'exposition *Affinités des sols · Soil Affinities*¹ retraçait ces lignes et réseaux de connexions terrestres entre plantes et humains, via différentes géographies et temporalités, à travers la vidéo, la photographie et divers documents rassemblés en France, au Sénégal et au Mali au cours de l'année 2018. Conçue comme présentant ces matériaux dans leur état de germination, de manière horizontale, non linéaire, permettant de s'exprimer et de se croiser mutuellement, elle invitait à une réflexion sur les agencements structurels et les processus subjectifs produits par les déplacements des plantes dans les contextes coloniaux, postcoloniaux et postindustriels. Par le prisme de la pensée économique des plantes, l'internationalisation des cultures engendre des divisions sociales et économiques des sols et du travail qui nécessitent d'être repensées.

Pour nous accompagner dans cette réflexion, nous publions, dans ce cahier, certaines retranscriptions des interventions qui ont eu lieu le 12 mai 2018 à la ferme Mazier, dernière ferme maraîchère encore visible à Aubervilliers, et le 19 mai aux Laboratoires. Sous les intitulés « Les plantes nous parlent d'Aubervilliers » et « Micropolitique des plantes », ces deux temps de rencontre exploraient respectivement les liens que ce passé maraîcher entretient avec l'histoire locale et internationale contemporaine, comme point de départ d'une réflexion sur le paysage agricole, dans un contexte où la décolonisation est encore loin d'être achevée et où la circulation des espèces consommées cultivées à grande échelle reflète plus que jamais une réelle exploitation des sols, au détriment des cultures locales. Ainsi, c'est à travers l'histoire de la banane que Françoise Vergès trace les liens entre



Uriel Orlow, *Soil Affinities* (herbier de Paul Jovet), 2018 © Adagp, Paris, 2018

histoire de l'esclavage colonial, colonisation post-esclavagiste et appropriation des savoirs, notamment celui des femmes, jusqu'aux considérables enjeux économiques actuels d'un fruit devenu produit et marchandise globale, imposant des modèles de monoculture dans les pays (ex-) colonisés. Ros Gray et Sheila Sheikh identifient agriculture et impérialisme comme une politique de vol des nutriments et des ressources du sol des pays, objets de conquête par les Occidentaux. Elles s'appuient sur l'expression littéraire de « la terre damnée » (*wretched earth*) – en écho à Fanon et aux « Damnés de la terre » – comme lieu de contamination, de destruction et d'appauvrissement des sols, pour mieux réfléchir aux multiples cohabitations humaines et non humaines qui constituent le sol et, plus largement, nos biens communs au-delà du seul rapport à l'humain. En écho aux mots de Vandana Shiva, elles plaident pour une transition vers des démocraties équitables soutenues par des modes de production dans lesquels les humains sont des « coproducteurs avec la nature ». Pour Ibrahima Wane, ceux qui travaillent la terre au Sénégal ne sont plus paysans ou propriétaires mais ouvriers agricoles, les fermes agricoles pour lesquelles ils travaillent transformant la culture des sols en une usine qui appartient aux autres. Un changement qui se retrouve inscrit dans l'imaginaire lié à la terre, façonnant jusqu'aux chants populaires qui évoquent ces nouvelles cultures. En s'intéressant particulièrement à ces chants, Ibrahima Wane met en avant les récits rattachés à ces transformations comme véhicule par lequel se transmet encore une histoire collective qui invite chacun à se rassembler autour d'une identité commune. Jean-Michel Roy, pour sa part, revient sur l'histoire maraîchère de la riche plaine des Vertus située à Aubervilliers et sur la façon dont elle s'est construite en relation constante avec Paris, qu'elle a alimenté en légumes pendant plusieurs siècles, et principalement au ^{xix}e siècle, en développant une culture très intensive. Cernée par une urbanisation et une industrialisation galopantes, la production maraîchère disparaît peu à peu au ^{xx}e siècle, les

agriculteurs et une nouvelle population issue de la migration européenne prenant le chemin des très nombreuses usines implantées sur ce territoire. L'ensemble des interventions que nous vous invitons à découvrir dans ce cahier sont autant de partages de récits et de témoignages qui ancrent la recherche portée par le projet *Affinités des sols · Soil Affinities*, mettant en avant le rôle fondamental des plantes dans la façon dont l'histoire et la politique coloniales et postcoloniales se sont agencées. Suivre leurs parcours, leurs usages et leurs transformations rend visibles les mécanismes d'appropriation et d'expropriation des cultures, des sols, des croyances et des usages populaires, au profit d'une économie et d'une politique capitaliste agressive éradiquant la richesse des savoirs qui ont construit, au fil des siècles, les liens entre l'homme et la nature.

Uriel Orlow,
Alexandra Baudelot

Uriel Orlow est un artiste qui vit entre Londres, Lisbonne et Zurich. Sa pratique privilégie la recherche, le processus et la pluridisciplinarité. Il est connu pour ses films, ses conférences-performances et ses installations multimédias qui traitent de sites spécifiques et de micro-histoires, selon différents régimes de représentation et de modes narratifs. Son travail s'attache aux manifestations spatiales de la mémoire, aux taches aveugles de la représentation et aux formes de la hantise.

1 *Affinités des sols · Soil Affinities*, exposition d'Uriel Orlow aux Laboratoires d'Aubervilliers, 11 octobre - 8 décembre 2018.

LA TERRE DAMNÉE : CONFLITS BOTANIKES ET INTERVENTIONS ARTISTIQUES

ROS GRAY
ET SHELA SHEIKH

Nous partirons du constat que la Terre est damnée. Ce n'est pas une métaphore, mais, littéralement, le sol de notre réflexion. La Terre est damnée parce que ses sols – la mince couche de terre qui recouvre la surface de la planète et dont notre vie dépend – sont contaminés, érodés, épuisés, brûlés, explosés, inondés, appauvris à l'échelle mondiale. Par là, nous évoquons l'ouvrage fondateur de Frantz Fanon, qui appelait les damnés de la Terre à se lever contre l'impérialisme pour créer un monde débarrassé de l'hypocrisie et de la violence de l'humanisme européen. Jennifer Wenzel et d'autres spécialistes des humanités environnementales postcoloniales ont montré que l'ouvrage de Fanon était profondément marqué par un rapport anthropocentrique et utilitariste au monde naturel. Néanmoins, il demeure indispensable pour reconnaître que la terre est « la valeur la plus essentielle » : l'« opulence européenne [...] s'est nourrie du sang des esclaves, elle vient en droite ligne du sol et du sous-sol de ce monde sous-développé¹ ». Cette idée fondamentale s'inscrit dans une longue lignée de critique anti-impérialiste, dont fait aussi partie le scientifique allemand du XIX^e siècle Justus von Liebig, « père de l'industrie des fertilisants », dont l'œuvre a fortement influencé les travaux de Marx sur la terre et l'écologie : Liebig, en effet, considérait que les politiques agricoles et impérialistes de la Grande-Bretagne consistaient à voler les autres pays des nutriments et ressources de leurs sols². Notre réflexion sur ce sujet est née de notre collaboration sur un numéro spécial de la revue *Third Text*, intitulé : « La Terre damnée : conflits botaniques et interventions artistiques ». Il présente les nouvelles recherches consacrées aux (et dans certains cas, suscitées par les) pratiques artistiques contemporaines qui explorent et interviennent dans les cultures, politiques et systèmes de représentation, ainsi que les désirs et violences qui leur sont liés, engendrés par l'interaction humaine avec les sols. Notre proposition est la suivante : pour rendre pleinement justice au diagnostic des « damnés de la terre » établi par Fanon, nous devons comprendre plus profondément dans quelle mesure cette situation est liée au fait que la terre est elle-même damnée et que cette condition se traduit en partie par la destruction de nos relations « écologiques » avec la Terre. L'expression « la terre damnée » indique que, tout en restant fortement liées à des auteurs anticoloniaux et anti-impérialistes comme Fanon, nous éprouvons aussi le besoin de dépasser leur humanisme, fût-il reconfiguré, afin de réfléchir aux multiples cohabitations, humaines et non humaines, qui constituent les sols et, plus largement, nos communs plus qu'humains³.

Depuis les Romains, le colonialisme est, par son étymologie comme par ses structures juridiques, inextricablement lié à des pratiques (agri-)culturelles⁴. Il a toujours autant impliqué la culture des terres que celle des corps et des esprits, en imposant une culture dominante (coloniale, néocoloniale, moderniste et désormais néolibérale) – une culture considérée, aujourd'hui encore, supérieure, plus rationnelle et éclairée, d'une valeur plus élevée et opposée à la « nature » qu'elle tente de construire et de domestiquer. À cet égard, pour citer le spécialiste de littérature postcoloniale Pablo Mukherjee, « les colonialismes et les impérialismes, anciens et nouveaux », doivent être compris « comme un état de guerre permanente contre l'environnement global⁵ » – y compris contre les sols, comme entité planétaire et, selon María Puig de la Bellacasa, comme « infrastructure de la vie⁶ ». Le colonialisme doit donc être conçu comme un « crime contre la terre⁷ » – sous sa forme historique comme sous ses formes actuelles que sont le colonialisme d'implantation, le capitalisme extractiviste néocolonial (ou colonialisme entrepreneurial), les pratiques dites de « sous-développement », ou encore les politiques militaires de la « terre brûlée » (destruction de l'environnement et des infrastructures d'un « ennemi » militaire)⁸. De nos jours, l'expansion de l'agriculture intensive et des industries d'extraction, sans parler du bouleversement permanent des environnements, au nom du développement et de la soutenabilité, perpétue à vive allure cette violation de la Terre. Comme le dit Kristina Lyons, les sols de notre terre ont « accueilli toutes les expérimentations et tragédies terrestres ». Ils ne sont donc pas seulement le soutien de la vie, mais aussi des « tombeaux » et des « décharges⁹ ». Mais plus qu'un crime contre la terre, les conflits évoqués dans le titre de notre texte se déroulent souvent à travers la Terre ou l'environnement naturel. Les paysages et la végétation ne sont pas seulement la toile de fond sur laquelle se déploient la violence et la dépossession ; ils sont mobilisés comme médium même de la violence, ainsi dans la tactique, déjà citée, de la terre brûlée, ou dans le rôle que jouent les plantations ou le remodelage environnemental – ce qui inclut l'enclosure de territoires au nom de la préservation de l'environnement – dans la spoliation et la dépossession des terres¹⁰. C'est pourquoi, si l'on veut saisir pleinement la violence que le colonialisme exerce sur ses sujets – ceux qui, jugés « moins qu'humains » ou « pas tout à fait humains », se sont historiquement vu priver de l'accès aux « droits humains » –, il faut aussi traiter de la violence faite au

1 Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, [1961] *Œuvres*, Paris, La Découverte, 2011, p. 458, 498, cité dans Jennifer Wenzel, « Reading Fanon Reading Nature », in Anna Bernard, Ziad Elmarsafy et Stuart Murray (dir.), *What Postcolonial Theory Doesn't Say*, Londres, Routledge, 2015, p. 188. Nous remercions Rob Nixon de nous avoir signalé ce texte. Voir aussi Elizabeth DeLoughrey et George Handley, « Introduction: Toward an Aesthetics of the Earth », in Elizabeth DeLoughrey et George Handley (dir.), *Postcolonial Ecologies: Literatures of the Environment*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 3-39. Outre ces lectures de Fanon, signalons, parmi les travaux notables du champ en expansion que l'on pourrait appeler les « humanités environnementales postcoloniales » : Rob Nixon, « Environmentalism and Postcolonialism », in Ania Loomba et al. (dir.), *Postcolonial Studies and Beyond*, Durham, Duke University Press, 2005, p. 233-251 ; Elizabeth DeLoughrey, Jill Didur, Anthony Carrigan (dir.), *Global Ecologies and the Environmental Humanities: Postcolonial Approaches*, Londres, Routledge, 2015 ; Upamanyu Pablo Mukherjee, *Postcolonial Environments: Nature, Culture and the Contemporary Indian Novel in English*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010 ; T. J. Demos, *Decolonizing Nature: Contemporary Art and the Politics of Ecology*, Berlin, Sternberg, 2016.

2 Voir John Bellamy Foster, *Marx's Ecology: Materialism and Nature*, New York, Monthly Review Press, 2000, p. 164 en particulier (trad. fr. partielle, *Marx écologiste*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011).

3 Dans cette veine, notre relecture de Fanon, fondée sur Wenzel et d'autres, rejoint celle d'Edward Saïd par Rob Nixon et Naomi Klein. Selon Klein, Saïd « n'était pas du genre à faire des câlins aux arbres. Ce descendant de marchands, d'artisans et de professions libérales s'est défini comme "un cas extrême de Palestinien des villes n'entretenant qu'un rapport métaphorique à la terre" » (Naomi Klein, « Let Them Drown: The Violence of Othering in a Warming World », *London Review of Books*, vol. 38, n° 11, 2 juin 2016. En ligne : www.lrb.co.uk/v38/n11/naomi-klein/let-them-drown). Voir aussi Rob Nixon, *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*, Cambridge (MA) et Londres, Harvard University Press, 2011.

4 Par exemple, Robert Young explique, dans l'entrée « *Colonia* » et « *Imperium* » du *Dictionary of Untranslatables*, que le mot latin *colonia* – dérivé de *colere*, « cultiver » ou « habiter » – s'appuie sur l'un des sens de *colonus* (agriculteur) et désignait une propriété ou une exploitation agricole souvent accordée aux vétérans de l'armée dans les territoires conquis (« *Colonia* », in Barbara Cassin (dir.), *Dictionary of Untranslatables*, Princeton, Princeton University Press, 2013, p. 1056).

5 Upamanyu Pablo Mukherjee, *Postcolonial Environments: Nature, Culture and the Contemporary Indian Novel in English*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010, p. 68.

6 María Puig de la Bellacasa, « Encountering Bioinfrastructure: Ecological Struggles and the Sciences of Soil », *Social Epistemology*, vol. 28, n° 1, 2014, p. 27.

7 DeLoughrey et Handley, « Introduction: Toward an Aesthetics of the Earth », art. cité, p. 5.

8 L'utilisation par les États-Unis de l'« agent orange », herbicide et défoliant, constitue un cas notable de la tactique de la terre brûlée, ici dans le cadre de la guerre du Viêt Nam, dans le but de détruire la végétation où se cachaient les combattants ennemis.

9 Kristina Lyons, « The Poetics of Soil Health », 16 mars 2016, en ligne : <http://blog.castac.org/2016/03/poetics-of-soil-health>.

10 À propos de la conjonction entre préservation et impérialisme, voir Richard Grove, *Green Imperialism: Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; Rob Nixon, *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*, op. cit., p. 175-198 en particulier ; Grace A. Musila, *A Death Retold in Truth and Rumour: Kenya, Britain and the Julie Ward Murder*, Oxford, James Curry, 2015 ; Fazal Sheikh et Eyal Weizman, *The Conflict Shoreline*, Göttingen et New York, Steidl, 2015.

11 Concernant le « moins qu'humain » et le « pas tout à fait humain », voir Alexander G. Weheliye, *Habeas Viscus: Racializing Assemblages, Biopolitics, and Black Feminist Theories of the Human*, Durham, Duke University Press, 2015.

12 Voir Naomi Klein, « Let Them Drown », art. cité. La crise de l'eau dans la ville états-unienne de Flint en est un exemple notable.

13 Voir Gayatri Chakravorty Spivak, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, trad. fr. J. Vidal, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 ; Boaventura de Sousa Santos, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer, 2016.

14 Lewis Gordon, « Through the Hellish Zone of Nonbeing », *Human Architecture: Journal of the Sociology of Self-Knowledge*, vol. 5, n° 3, 2007, p. 9.

15 *Ibid.* Voir aussi Cihan Aksan, « Lewis R. Gordon : Revisiting Frantz Fanon's *The Damned of the Earth* », *State of Nature*, 22 avril 2018, en ligne : <https://stateofnatureblog.com/lewis-gordon-revisiting-frantz-fanon-damned-earth> ; Kojo Koram, « "Satan is Black" – Frantz Fanon's Juridico-Theology of Racialisation and Damnation », *Law, Culture and the Humanities*, 2017, p. 1-20.

16 Cette « exclusion inclusive » fait écho à l'« inclusion obscène » décrite par Nicholas de Genova à propos de la force de travail rendue illégale au Royaume-Uni. Cf. Nicholas de Genova, « Spectacles of Migrant "Illegality": The Scene of Exclusion, the Obscene of Inclusion », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 36, n° 7, 2013, p. 1180-1198.

17 Jill Casid, *Sowing Empire: Landscape and Colonization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, p. xii.

18 Le système binomial de Linné fut plus tard développé dans un code international régulant la nomination des plantes. Cf. Jason T.W. Irving, « Botanical Gardens, Colonial Histories, and Bioprospecting: Naming and Classifying the Plants of the World », in Shela Sheikh and Uriel Orlow (dir.), *Uriel Orlow: Theatrum Botanicum*, Berlin, Sternberg Press, 2018, p. 73-80.

19 Londa Schiebinger, *Plants and Empire: Colonial Bioprospecting in the Atlantic World*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2009, p. 5, p. 11.

20 On peut comprendre l'universalisation du latin à partir de ce que Jacques Derrida appelle la « mondialisation » dans *Foi et savoir* (Paris, Seuil, 2001).

21 Londa Schiebinger, *Plants and Empire*, op. cit., p. 20. Dans la mesure où il s'agissait de produire un schéma qui rendrait les formes de vie étrangères compréhensibles d'abord et avant tout aux Européens, on peut rapprocher cette pratique de nomination et de contrôle de l'altérité du propos d'Edward Saïd dans *L'Orientalisme*.

22 On trouve la distinction entre « monoculture du savoir » et « écologies du savoir » dans l'œuvre du sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos, défenseur des « épistémologies du Sud ». Voir, notamment, Boaventura de Sousa Santos, João Arriscado Nunes et Maria Paula Meneses, « Introduction: Opening Up the Canon of Knowledge and Recognition of Difference », in Boaventura de Sousa Santos (dir.), *Another Knowledge Is Possible: Beyond Northern Epistemologies*, Londres, Verso, 2008, p. xix-xxii.

23 María Puig de la Bellacasa, « Making Time for Soil: Technoscientific Futurity and the Pace of Care », *Social Studies of Science*, vol. 45, n° 5, 2015, p. 692.

24 Richard Harry Drayton, *Nature's Government: Science, Imperial Britain, and the "Improvement" of the World*, Yale, Yale University Press, 2000, p. 4-6, cité dans Irving, « Botanical Gardens, Colonial Histories, and Bioprospecting », art. cité, p. 75.

25 Concernant les îles tropicales comme laboratoires de l'empire, voir DeLoughrey and Handley, « Introduction: Toward an Aesthetics of the Earth », op. cit., p. 12.

26 Voir Irving, « Botanical Gardens, Colonial Histories, and Bioprospecting », art. cité, p. 79.



Åsa Sonjasdotter, variétés de pommes de terre d'élevage, tiré de *The Order of Potatoes*, 2009 © Åsa Sonjasdotter

paysage et à l'environnement¹¹. Sans parler de la violence structurelle (très souvent racialisée) qui réduit l'accès aux ressources et expose certaines populations « sacrificables » à d'énormes doses de toxicité¹².

Mais les « conflits botaniques » dont il est question dans notre titre recouvrent aussi ce que Gayatri Chakravorty Spivak appelle la « violence épistémique » (qui équivaut souvent à l'« épistémicide » dont parle Boaventura de Sousa Santos)¹³, mise en œuvre par l'imposition de systèmes coloniaux de catégorisation des formes de vie, en particulier de la taxinomie botanique. L'espace du jardin occupe ici, à bien des égards, une place essentielle. Dans l'imaginaire occidental, les jardins ont souvent des connotations utopiques, associées au moment antérieur à la Chute ; or ils sont pleins d'ambiguïtés : par exemple, qui est exclu pour que soient délimitées leurs frontières ? Et de qui exploite-t-on la force de travail pour qu'ils demeurent des lieux voués à la nourriture et au plaisir ? Rappelons ici le titre du livre de Fanon : *Les Damnés de la terre*. « Damné » vient de *damnum*, qui renvoie au dommage, au tort, à la blessure. Comme l'indique Lewis Gordon à propos des références bibliques contenues dans le texte de Fanon, les damnés sont ceux qui tombent en deçà de l'humanité, ceux qui sont envoyés en dessous du sol, dans ce que Gordon appelle « la zone infernale du non-être¹⁴ ». (L'étymologie de « damné » passe aussi par l'hébreu *adamah*, tiré de « dem, via le mot kamite / égyptien *Atum*, qui signifie « homme et argile ou sol »¹⁵.) À ce titre, les sujets colonisés restent exclus du jardin eurochrétien des plaisirs terrestres, même si c'est précisément par leur savoir et leur travail que se cultive le jardin réel qui nourrit et préserve ce jardin symbolique – en particulier, le système des plantations¹⁶. Dans l'introduction à *Sowing Empire: Landscape and Colonization*¹⁷, Jill Casid parle, à propos de l'allusion freudienne à l'expulsion d'Adam et Ève du jardin du paradis, de « première diaspora, l'expulsion du Paradis, visualisée sous l'aspect d'un jardin, et l'entrée dans le monde du labour agricole ».

La naissance de la botanique comme discipline scientifique, qui s'est ensuite appuyée sur le système binomial de classification et de hiérarchisation des formes de vie conçu par Carl Linné¹⁸, découle des voyages d'exploration liés au projet colonial européen et à la consolidation du système des plantations. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, la plantocratie façonna l'émergence

des justifications scientifiques du racisme colonial. La taxinomie botanique, qui, selon Londa Schiebinger, peut être considérée comme « la base de toute économie », était essentielle aux buts poursuivis par les États, une connaissance exacte de la nature étant essentielle pour accroître la richesse, donc la puissance, des nations. Les botanistes étaient donc des « agents de l'empire » et les systèmes de nomenclature et de taxinomie, des « instruments de l'empire¹⁹ ». La nomenclature botanique, fondée sur le latin²⁰, permettait de distinguer une plante de toutes les autres sur de larges échelles temporelles et spatiales. Les « conflits botaniques » peuvent se comprendre à partir des hiérarchies épistémologiques qui sous-tendent la taxinomie botanique, dans la mesure où la science impériale a tenté de rendre les principes scientifiques aussi universels et scientifiques que possible. Ce faisant, elle a éliminé la « Babel » des pratiques de nomination locales, soustrait la vie végétale à son écologie locale et, ainsi, effacé ce que Schiebinger appelle la « biogéographie » des plantes²¹. Dans l'ensemble, la science impériale (que l'on pourrait qualifier de « monoculture du savoir ») a exclu d'autres histoires et systèmes de savoir « mineurs » (des « écologies des savoirs²² »), ainsi que des modes d'être-au-monde qui ne reposaient pas sur la valeur, la profitabilité et l'utilité des plantes, soit sur cela même qui sous-tend la logique vampirique du capitalisme à l'égard de la nature. Du point de vue des crises planétaires actuelles, ces autres systèmes nous donnent un aperçu de ce que Bellacasa appelle des « relationnalités alternatives vivables », qui pourront, « on l'espère, [contribuer] à d'autres mondes possibles en train de se faire²³ ». Dans le contexte de la botanique impériale, l'espace du jardin était vital. Les grands ancêtres du jardin botanique scientifique moderne, créés au XVI^e siècle en Italie, mêlaient « l'idéal scientifique de compréhension de la nature universelle » avec des motivations religieuses visant à recréer le jardin d'Éden, et voulaient « réun[ir] toutes les créations dispersées depuis la chute de l'homme²⁴ ». Dès lors, le jardin botanique peut se concevoir comme un laboratoire de l'empire, de même que les colonies des îles tropicales (qui furent aussi des incubateurs de la renaissance du discours édenique européen) et, plus largement, l'espace de la plantation²⁵. En outre, la construction de la catégorie de « damnés » de la terre doit être placée dans le contexte de cette classification globale des formes de vie mise en œuvre par la science

impériale. D'éminents botanistes, tels Linné, Hans Sloane et Joseph Banks, influèrent sur le développement du racisme scientifique et apportèrent leur soutien à l'esclavage et à la colonisation de territoires étrangers²⁶. Les sciences naturelles coloniales, en particulier la taxinomie linnéenne, eurent une part centrale dans la construction de la race et de la sexualité, dans la mesure où l'une et l'autre furent érigées en marqueurs fondamentaux de différence. Linné fut le premier à classer les êtres humains en fonction d'une taxinomie raciale, qui se divisait en quatre catégories géographiquement définies – *Homo sapiens americanus, europaeus, asiaticus* et *africanus* –, à laquelle s'ajoutaient deux autres catégories : le « sauvage » et les monstres « créés par l'homme²⁷ ». À partir de là, les hiérarchies raciales se diffusèrent à d'autres formes de savoir, dans des champs comme l'économie, la politique et la philosophie, essentiels au maintien des rapports capitalistes d'échange et à la justification de l'expansion coloniale²⁸. Ce fut une période où la mesure et la quantification se mondialisèrent en tant que techniques primordiales de taxinomie et de classification de la vie, et qui déboucha notamment sur la production de ce que Mary Louise Pratt appelle une « conscience planétaire²⁹ ». L'espace de la plantation coloniale européenne occupe ici une place capitale, car c'est à travers lui que se développa le modèle paysager de la *scalabilité*³⁰, fondement d'une expansion continue. On peut considérer la scalabilité du système des plantations, qui « exclut toute diversité significative³¹ », comme la base de ce que Donna Haraway appelle le « plantationocène », qui se poursuit aujourd'hui « avec plus de férocité que jamais dans les abattoirs industriels mondialisés, l'agribusiness de monoculture et la substitution à grande échelle de cultures comme l'huile de palme aux forêts abritant de multiples espèces et à leurs produits assurant la vie des humains comme des autres bestioles³² ». Dans son interrogation du mot *anthropocène*, Anna Tsing attire notre attention sur la menace pour la viabilité de la planète que représentent les simplifications écologiques produites par diverses formes de « plantation ». « La Terre pourchassée par l'Homme » : telle est, dans sa pensée, la figure qui condense ce projet de modernisation hérité des Lumières³³.

Même si Fanon n'était pas écologiste, il reconnaissait que la souveraineté sur les ressources naturelles était un enjeu de la décolonisation. Les colonisés, qui en sont privés, ainsi que des infrastructures offertes par le pouvoir économique, sont maintenus dans une situation de damnation³⁴. Rétrospectivement, la promesse de décolonisation fut trahie par de nombreux facteurs, en grande partie prédits par Fanon lui-même à l'époque de la rédaction des *Damnés de la terre*. On peut ajouter à ses propos l'adhésion des jeunes nations indépendantes à la révolution verte promue par les États-Unis, qui, en exportant partout des variétés de plantes à haut rendement, cherchaient à accroître la productivité à l'échelle mondiale. Or il a été démontré que cette productivité a réduit la biodiversité agricole et empoisonné les sols à cause d'un large usage de pesticides³⁵. (En réalité, derrière son apparente bienveillance et le souci du développement, cette « révolution », exportée du Premier Monde vers ce qui était alors le tiers-monde, avait pour but de freiner l'essor du communisme et de renforcer l'économie des pays capitalistes occidentaux³⁶.) Cela ne revient pas à prôner un rejet pur et simple du développement technologique (d'abord parce que les études postcoloniales consacrées aux sciences et aux technologies, comme les théorisations féministes de la science, ont bien montré que l'accès et la représentation étaient nécessaires à la décolonisation des sciences et des technologies); nous voudrions plutôt souligner que, comme l'ont prouvé les dernières décennies, l'approche fanonienne pêche par son utilitarisme : aussi est-il indispensable de dépasser ce dernier pour penser les crises environnementales actuelles. Étant donné la dévastation et la damnation de la Terre / terre sous ses multiples formes, comment penser le planétaire à partir du sol ? Selon Bellacasa, le sol est l'infrastructure de la vie elle-même et, comme d'autres formes d'infrastructure, peut-être ne devient-elle plus largement visible que lorsqu'elle commence à s'effondrer³⁷. C'est incontestablement le point atteint sur la majeure partie de la Terre : nous franchissons les « frontières planétaires » au sein desquelles la vie est soutenable³⁸. Les sols sont la matière même de la vie, et ils sont composés de nos résidus, qu'ils transforment en humus – notre lien à cette fragile couche de la planète dont dépend la vie humaine étant reconnu dans le nom de notre espèce, « humain », dérivé d'*humus*. Bellacasa avance que l'on doit changer de perspective pour rendre le sol visible dans toute sa vitalité, ce sol peuplé d'êtres de toutes sortes – vers de terres, champignons, nématodes et microbes – qui assurent sa santé. Pour elle, il n'y a rien de neutre à rendre visibles les « travailleurs invisibles des sols » : « Les mots comptent : concevoir les vers comme des managers, c'est reproduire les hiérarchies propres à la culture capitaliste productiviste³⁹. » Comprendre la terre comme un réseau organique et vivant impliquant de nombreuses créatures, parmi lesquelles les humains, implique de rompre avec l'exceptionnalisme humain : changer nos pratiques et nous détourner du langage du management et des services. De ce point de vue, « sol » est un « mot planétaire⁴⁰ ». Sa « planéarité » ne repose pas sur les abstractions de l'universalisme occidental ni sur les territorialisations globalisantes du capitalisme des multinationales, mais, au contraire, sur un sentiment d'interdépendance et de connexion qui insiste sur l'altérité radicale des modes de vie indigènes et des autres mondes-en-train-de-se-faire, marginalisés. Une telle perspective planétaire sur l'échelle des dégâts environnementaux est essentielle pour comprendre la misère des « damnés de la terre » d'aujourd'hui : les populations les plus touchées par les formes de dégradation et de dépossession environnementales qui ont, d'après les estimations, affecté les trois quarts de la surface terrestre. Un récent rapport, soutenu par l'ONU et publié en 2018 par la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services – IPBES), confirme que la dégradation des terres est un phénomène systémique multiforme et touchant l'ensemble du monde terrestre. Mais ses auteurs



Jumana Manna, « Croisement de variétés de pois chiches », Station de recherche ICARDA (International Center for Agricultural Research in Dry Areas), Terbol, vallée de la Bekaa, Liban, tiré de *Wild Relatives*, 2018. Directeur de la photographie : Marte Vold © Jumana Manna

soulignent que l'échelle et l'étendue du problème sont largement ignorées⁴¹. L'expansion des terres destinées aux cultures et à l'élevage, les pratiques agricoles et forestières insoutenables, le changement climatique, l'expansion urbaine, le développement des infrastructures et les industries d'extraction sont les principaux responsables de la dégradation des terres qui frappe désormais au moins 3,2 milliards de personnes et entraîne la planète vers la sixième extinction de masse des espèces⁴². Le rapport de l'IPBES montre que les réponses politiques, nationales ou internationales sont souvent fragmentaires et visent surtout à limiter les dégâts existants. Cela tend, par conséquent, à occulter les causes sous-jacentes, y compris les conceptions du monde et les politiques qui les justifient, et à marginaliser les savoirs indigènes et locaux qui se sont progressivement développés dans des écosystèmes précis et qui constituent des visions alternatives de la manière dont les humains pourraient coexister avec d'autres espèces, et devenir, comme le dit la militante écoféministe et écologiste Vandana Shiva, « coproducteurs avec la nature⁴³ ». « La Terre damnée : conflits botaniques et interventions artistiques » voudrait créer un dialogue entre la critique anti-impérialiste et la recherche artistique, un dialogue axé sur les multiples cohabitations, humaines et non humaines, qui constituent les sols, et sur la diversité des formes de vie et de culture qu'elles promeuvent face aux menaces que sont la dégradation de la souveraineté sur les terres, de la sécurité alimentaire et de l'environnement, mais aussi l'érosion des cultures et des systèmes de valeurs intimement liés à des écosystèmes particuliers. L'expression « conflits botaniques » fut d'abord le titre d'un workshop de recherche, « Conflits botaniques : colonialisme, photographie et politique de la plantation », organisé par Ros Gray, Shela Sheikh et l'artiste Corinne Silva à Goldsmiths (université de Londres) en 2015⁴⁴. Ce numéro spécial rassemble des approches très diverses. La revue *Third Text* est depuis longtemps une plateforme pour les artistes et les débats sur l'art contemporain et la culture visuelle, mais ce numéro donne aux artistes une place encore plus importante que d'ordinaire : ils y présentent les recherches et les pratiques liées à l'agriculture, à la production de nourriture ou d'autres biens à base de plantes qu'ils mènent dans différents lieux – jardins communautaires, fermes, institutions scientifiques et agricoles. Ces sites interdisciplinaires, qui réunissent des méthodologies issues de l'art contemporain, de la science professionnelle et citoyenne, de l'agriculture et d'autres domaines, apparaissent comme des lieux où se mènent des expériences destinées à améliorer la « santé planétaire », par des interventions artistiques et des enquêtes

27 Brenna Bhandar, « Title by Registration: Instituting Modern Property Law and Creating Racial Value in the Settler Colony », *Journal of Law and Society*, vol. 42, n° 2, 2015, p. 276. Voir aussi Brenna Bhandar, *The Colonial Lives of Property*, Durham, Duke University Press, 2018.

28 Bhandar, « Title by Registration », art. cité, p. 37.

29 Mary Louise Pratt, *Imperial Eyes: Travel Writing and Transculturation*, Londres, Routledge, 1992, p. 15-37.

30 Selon Anna Tsing, « on a souvent défini le progrès par sa capacité à permettre à des projets de s'élargir sans qu'il soit nécessaire de modifier leurs postulats structurants. Cette qualité, c'est la "scalabilité". » La scalabilité donnait à un projet des éléments autonomes et interchangeables : « exterminiez les personnes et les plantes locales ; préparez une terre désormais vide et que personne ne revendique ; amenez-y une force de travail et des plantes exotiques et isolées destinées à la production » (Anna Tsing, *The Mushroom at the End of the World: On the Possibility of Life in Capitalist Ruins*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2015, p. 38-39 [trad. fr. Ph. Pignarre, *Le Champignon de la fin du monde*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond / La Découverte, 2017]). Voir aussi Anna Tsing, « Earth Stalked by Man », *The Cambridge Journal of Anthropology*, vol. 34, n° 1, 2016, p. 2-16.

31 Selon Anna Tsing, *The Mushroom at the End of the World*, op. cit., p. 38.

32 Donna Haraway, « Anthropocene, Capitococene, Plantationocene, Chthulucene: Making Kin », *Environmental Humanities*, vol. 6, 2015, p. 159-165, n. 2.

33 Selon Anna Tsing, la plantation fonctionne comme figure des simplifications écologiques « dans lesquelles on transforme les choses vivantes en ressources – en actifs futurs – en les arrachant à leur monde de la vie. Les plantations sont des machines de répliation, des écologies vouées à la répliation du même ». Le système de plantation est dynamisé par sa tendance à la prolifération et sa puissance réside dans sa scalabilité, qui a permis à divers types de plantation de se multiplier partout, même si leur diffusion demeure « fragmentaire » et incomplète. Cf. Anna Tsing, « The Earth Stalked by Man », art. cité, p. 4.

34 Wenzel, « Reading Fanon Reading Nature », art. cité, p. 4.

35 Voir Vandana Shiva, « The Green Revolution in the Punjab », *The Ecologist*, vol. 21, n° 2, 1991.

36 Voir Jack Ralph Kloppenburg, Jr., *First the Seed: The Political Economy of Plant Biotechnology, 1492-2000*, 2^e éd., Wisconsin, University of Wisconsin Press, 2004.

37 María Puig de la Bellacasa, « Encountering Bioinfrastructure: Ecological Movements and the Sciences of Soil », *Social Epistemology*, vol. 28, n° 1, p. 36.

38 Sur les neuf frontières planétaires à l'intérieur desquelles, selon Rockström et ses collègues, nous devons demeurer afin de préserver la vie dans le système Terre, deux ont déjà été franchies (perte de la diversité génétique et flux biochimiques – phosphore et nitrogène). Voir Johan Rockström et al., « Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity », *Ecology and Society*, vol. 14, n° 2, 2009. En ligne : www.ecologyandsociety.org/vol14/iss2/art32 ; voir aussi « Figures and Data for the Updated Planetary Boundaries », 2015, en ligne : www.stockholmresilience.org/research/planetary-boundaries/planetary-boundaries-data.html.

39 Puig de la Bellacasa, « Encountering Bioinfrastructure », art. cité, p. 35.

40 *Ibid.*, p. 36.

41 R. Scholes, L. Montanarella, A. Brainich, N. Barger, B. ten Brink, M. Cantele, B. Erasmus, J. Fisher, T. Gardner, T. G. Holland, F. Kohler, J. S. Kotiaho, G. Von Maltitz, G. Nangendo, R. Pandit, J. Parrotta, M. D. Potts, S. Prince, M. Sankaran and L. Willemen (dir.), « Summary for policymakers of the thematic assessment report on land degradation and restoration of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services », secrétariat de l'IPBES, Bonn, 2018, p. 3-4. En ligne : www.ipbes.net/sites/default/files/downloads/ipbes-6-15-add-5_spm_ldr_advance.pdf.

42 *Ibid.*, p. 10.

43 Vandana Shiva, *Soil Not Oil: Environmental Justice in an Age of Climate Crisis*, Brooklyn et Boston, South End Press, 2008, p. 6.

44 Nous tenons à remercier Corinne Silva pour l'expression « conflits botaniques ». Dans sa pratique de la photographie, elle a examiné des jardins suburbains et des réserves naturelles en Israël-Palestine, pays où l'usage de la plantation comme arme d'occupation est particulièrement visible (voir Corinne Silva, *Garden State*, 2016). Le workshop « Conflits botaniques » a réuni des intervenants qui voulaient explorer la relation entre plantation et colonialisme, notamment la guerre, l'appropriation des terres, la spoliation des ressources naturelles et des savoirs indigènes, la violence épistémique inhérente à la taxinomie botanique coloniale. Ces intervenants étaient : Shela Sheikh, Ros Gray, Corinne Silva, Sigrid Holmwood, Rosario Montero et Hannah Meszaros Martin. Ce numéro spécial a germé pendant longtemps et dans plusieurs pays. Aussi ne pouvons-nous citer l'ensemble des personnes auxquelles nous sommes redevables. À Goldsmiths, nous voudrions remercier Kodwo Eshun, Susan Schipplli et Eyal Weizman pour leurs encouragements et leur apport.

critiques sur l'indépendance des humains, des infrastructures et des systèmes naturels⁴⁵. Aujourd'hui, dans la prolifération des débats relatifs à l'anthropocène (ou à ce que Nicholas Mirzoeff a appelé « la scène de la suprématie blanche⁴⁶ »), beaucoup critiquent l'anthropocentrisme des mouvements écologistes et de justice sociale *mainstream* et se demandent à qui, exactement, renvoie l'« humain » de l'« *anthropos* » ou le « changement climatique dû aux êtres humains⁴⁷ ». Certains chercheurs, comme Zoe Todd, l'ont dit clairement : ce ne sont pas les humains en soi, mais certaines formes de socialité qui sont responsables de la force destructive qui s'est abattue sur la Terre / terre ; et de la même façon, ce ne sont pas les humains en soi qui doivent faire les frais du changement climatique anthropocentrique⁴⁸. Françoise Vergès défend cette position avec vigueur, en critiquant l'article séminal de Dipesh Chakrabarty, « Le climat de l'histoire : quatre thèses », et l'illusion d'une humanité universelle organique et indifférenciée⁴⁹. Faisant sien le concept de « capitalocène » forgé par Jason Moore, Vergès parle de « capitalocène racial » pour souligner que l'anthropocène s'enracine dans le colonialisme, le capitalisme et les processus de racialisation qu'ils impliquent et que nous avons décrits plus haut, à propos de la science coloniale et du système des plantations⁵⁰. Une telle approche reconnaît l'éco-racisme à l'œuvre dans la naturalisation de la race et dans l'exposition de populations racialisées sacrificielles aux violences environnementales – la « violence de l'altérisation dans un monde qui se réchauffe », selon Naomi Klein⁵¹. Comme l'explique Vergès, les peuples du Sud et les minorités ne sont pas seulement les « premières victimes » des désastres écologiques engendrés par le colonialisme des multinationales. Au contraire, ils ont développé des analyses et des ressources capitales pour combattre le racisme environnemental et « bâtir des contre-pouvoirs⁵² ». Les articles que nous avons commandés pour le numéro spécial de *Third Text* exhument des histoires mineures (subalternes ou autres), pour que

les enseignements des luttes passées ne restent pas enterrés, ou tus, pour qu'ils puissent être tirés – actualisés si nécessaire – afin de penser l'actuelle damnation de la Terre⁵³. La Terre constitue une puissante métaphore pour exprimer la nécessité de construire de nouvelles alternatives planétaires ancrées dans des pratiques réelles soucieuses des sols. Comme l'explique Vandana Shiva, « les sols sont une métaphore de la démocratie décentralisée et profonde. [...] La démocratie consumériste est une pseudo-démocratie associée à la dictature économique ; elle désertifie les sols de la démocratie réelle. La démocratie authentique, comme les plantes, pousse dans la terre. Elle est fertilisée par la participation populaire⁵⁴. » Il est urgent de développer des démocraties équitables reposant sur des modes de production où les humains seront « coproducteurs avec la nature ». Shiva insiste sur ce point : « Seuls des sols fertiles peuvent assurer la vie, y compris la vie humaine, sur Terre⁵⁵ ». Cette « coproduction » prend diverses formes : celle, par exemple, des socialités et pratiques de « création de mondes » « plus qu'humaines » ou « multi-espèces », ou encore celle d'une reconfiguration des cadres juridiques, ontologiques, cosmologiques et perspectifs qui permettrait d'inclure ceux que Marisol de la Cadena appelle des « êtres-Terre » (*earth-beings*) comme acteurs dans les assemblées politiques⁵⁶. Dès lors, on pourrait considérer la Terre et ses habitants non pas simplement comme damnés, mais aussi comme témoignage de traumatismes passés et comme source possible de réparation et de régénération.

Traduction : Nicolas Vieillescazes

Cet article est une version abrégée de l'introduction à un numéro spécial de la revue *Third Text* (151, vol. 32, n° 2, mars 2018), « The Wretched Earth: Botanical Conflicts and Artistic Interventions », dirigé par Ros Gray et Shela Sheikh.

Shela Sheikh enseigne au Goldsmiths College, où elle coordonne le master en études postcoloniales et politique mondiale. Elle publie internationalement, notamment, avec Uriel Orlow, *Theatrum Botanicum* (Sternberg Press, 2018). Elle travaille actuellement à une publication monographique sur les questions de nature, race, et entités *more-than-human* comme témoins (concept désignant le monde naturel, en incluant les entités vivantes, les pierres et les esprits).

Ros Gray enseigne au Goldsmiths College, en arts visuels et études critiques. Sa recherche porte sur les trajectoires du film militant, plus particulièrement en lien avec les mouvements révolutionnaires au Mozambique, Angola, Portugal, en Guinée et au Burkina Faso, et sur les intersections entre pratiques artistiques et écologie décoloniale. Sa publication monographique *Cinemas of the Mozambican Revolution*, paraîtra en 2019 chez Boydell and Brewer.

45 Pour un cas exemplaire de pratique curatoriale qui développe ces idées, voir Nicola Triscott, « Art and Intervention in the Stewardship of the Planetary Commons: Towards a Curatorial Model of Co-Inquiry », thèse de doctorat, 2017.

46 Nicholas Mirzoeff, « It's Not the Anthropocene, It's the White Supremacy Scene ; or, The Geological Color Line », in Richard Grusin (dir.), *After Extinction*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2016, p. 123-151.

47 Voir Anna Tsing, « Earth Stalked by Man », art. cité ; T. J. Demos, *Against the Anthropocene: Visual Culture and the Environment Today*, Sternberg Press, Berlin, 2017.

48 Zoe Todd, « An Indigenous Feminist's Take on the Ontological Turn: « Ontology » Is Just Another Word for Colonialism », 24 octobre 2014, en ligne : <https://zoeandthecity.wordpress.com/2014/10/24/an-indigenous-feminists-take-on-the-ontological-turn-ontology-is-just-another-word-for-colonialism/> ; Zoe Todd, « Indigenizing the Anthropocene », in Heather Davis et Étienne Turpin (dir.), *Art in the Anthropocene: Encounters Among Aesthetics, Politics, Environments and Epistemologies*, Londres, Open Humanities Press, 2015, p. 341-354.

49 Françoise Vergès, « Racial Capitalocene: Is the Anthropocene Racial ? », *Verso Blog*, 30 août 2017, en ligne : www.versobooks.com/blogs/3376-racial-capitalocene.

50 Voir Jason Moore, *Anthropocene or Capitalocene? Nature, History, and the Crisis of Capitalism*, Oakland, PM Press, 2016.

51 Naomi Klein, « Let Them Drown », art. cité.

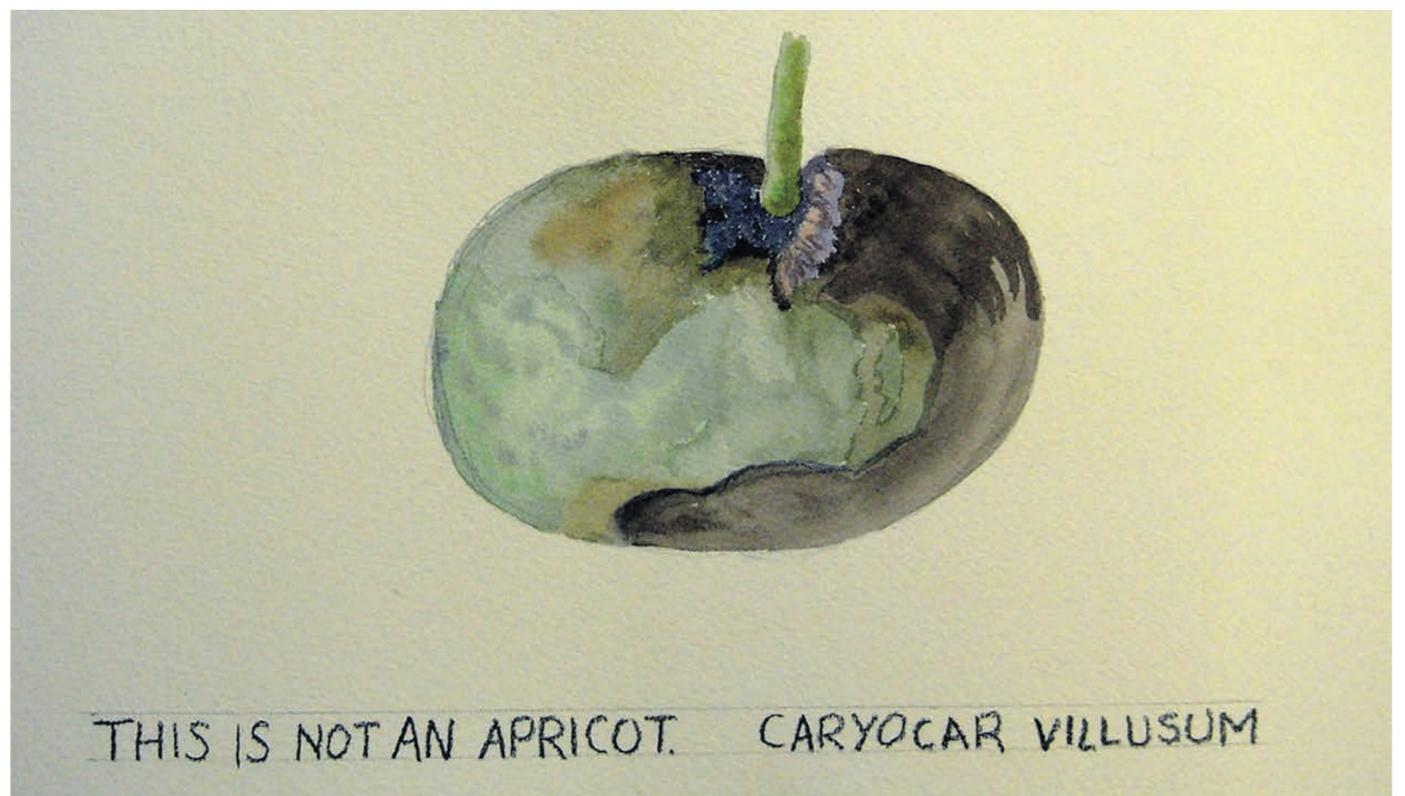
52 Françoise Vergès, « Racial Capitalocene », art. cité.

53 Parmi les exemples contemporains de l'agriculture comme site de résistance, on peut citer la formation de coopératives dans le but de créer des communautés rurales saines dans les États du sud des États-Unis, et ainsi, de dissuader les personnes non blanches de migrer vers les centres urbains du Nord : voir Monica M. White, *Freedom Farmers: Agricultural Resistance and the Black Freedom Movement*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2018. Pour des exemples historiques, on pourra se reporter à Édouard Glissant et à sa lecture du jardin créole ; ainsi qu'à Casid, *Sowing Empire*, en particulier le chapitre intitulé « Countercolonial Landscapes » (*op. cit.*, p. 191-241). Voir aussi l'ouvrage de Londa Schiebinger (*Plants and Empire, op. cit.*), qui montre que les femmes esclaves se livraient à des avortements volontaires pour interrompre le travail reproductif que l'on exigeait d'elles. Pour une analyse du travail invisible de reproduction effectué par les femmes africaines pendant la période de la traite négrière (et auquel les contre-histoires de l'esclavage n'accordent pas encore la place qu'il mérite), voir Françoise Vergès, *Le Ventre des femmes : capitalisme, racialisation, féminisme*, Paris, Albin Michel, 2017.

54 Vandana Shiva, *Soil Not Oil, op. cit.*, p. 7. Voir aussi Couze Venn, *After Capital*, Londres, Sage, 2018.

55 Vandana Shiva, *Soil Not Oil, op. cit.*, p. 6.

56 Marisol de la Cadena, « Indigenous Cosmopolitics in the Andes: Conceptual Reflections Beyond "Politics" », *Cultural Anthropology*, vol. 25, n° 2, 2010, p. 334-370. Ces diverses formes de coproduction sont explorées dans « The Wretched Earth: Botanical Conflicts and Artistic Interventions ».



Maria Thereza Alves, *This Is Not an Apricot* (détail), aquarelle sur papier, série 1/20 peintures individuelles, chacune de 26 x 30 cm, 2009. © Maria Thereza Alves

HISTOIRE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE D'AUBERVILLIERS ET DE LA PLAINE DES VERTUS

JEAN-MICHEL ROY

Pourquoi s'intéresser à l'histoire agricole d'une ville comme Aubervilliers, au sein d'une communauté d'agglomération comme Plaine Commune ? La renommée d'Aubervilliers et de la plaine des Vertus n'est plus à faire. Elle a laissé son empreinte dans l'histoire agricole nationale. Il y a autant d'histoire et de culture dans une houe, dans une carotte que dans une arme, un bâtiment ou une œuvre d'art. Des systèmes techniques permettant différents types de production sont associés à un territoire, une population et à une temporalité, se sont succédé ou ont coexisté : les légumes de la plaine des Vertus, les légumes des maraîchers et les productions amateurs. Il y a une agriculture rurale, les cultures légumières, qui est « peuplante » ou « colonisante ». Il y a une agriculture urbaine, le maraîchage, qui est venue s'installer à la campagne. Il y a le monde des amateurs, en ville, dans les villages ou dans les campagnes « désertes ». La plaine des Vertus est le siège d'une importante création variétale et Paris, comme le rappelle de Combes, dans l'introduction de *L'École du jardin potager*, est le plus important centre jardinage de France :

C'est la partie de la France la plus peuplée, où il se fait le plus de jardinage, où il se cultive le plus de légumes de toutes espèces, où le commerce des graines est le plus considérable, où il y a le plus de jardiniers et d'où il se répand des jardiniers et des graines dans toutes les provinces de France¹...

LE MARAÎCHAGE PARISIEN ET LA FABRIQUE À LÉGUMES SE DÉPLACENT VERS LA BANLIEUE

Les jardiniers parisiens, appelés parfois *maragers* au XVI^e siècle, puis maraîchers ou jardiniers-maraîchers au XIX^e siècle, sont des jardiniers en milieu urbain. Ils se sont spécialisés, au cours de leur histoire, dans la production de primeurs ou de produits fins et coûteux.

La terre est chère à Paris, écrivent Moreau et Daverne en 1845, et on doit donc y produire des choses chères².

Il faut rentabiliser le coût de la location de la terre. C'est cette cherté du foncier qui explique la localisation des jardins dans les faubourgs de la ville, dans les quartiers populaires, puis le lent et inexorable glissement vers les marges. Les maraîchers parisiens occupent, sous l'Ancien Régime, les quartiers périphériques de la ville

(Saint-Antoine, Sainte-Catherine, Saint-Martin, Saint-Denis, Saint-Honoré, Gros Caillou, etc.) ou les villages limitrophes de la capitale, Vaugirard, Issy et, en 1809, tous les maraîchers sont installés dans les actuels 12 arrondissements centraux de Paris, qui correspondent à l'enceinte des Fermiers généraux, le Paris du plan de Verniquet, en 1790. Avec la densification de ces arrondissements centraux, un lent mouvement centrifuge amène les maraîchers à quitter, dans un premier temps, le centre pour la périphérie, qui se densifie et s'industrialise à son tour, ce qui les conduit, après 1860, à partir en banlieue. Ainsi, en 1873, deux tiers sont en banlieue, puis 90 % en 1912. C'est donc dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, après l'annexion des communes suburbaines, en 1860, que se forme ce que l'on a appelé la « ceinture verte ». C'est une ceinture d'exploitations maraîchères autour de Paris, une tache verte, mouvante, qui a ensuite disparu dans les années 1960-1970 pour s'installer plus loin, aux confins de la région, en Essonne et en Seine-et-Marne. Autour de Paris, elle s'est étendue progressivement jusqu'à compter plus de 3 000 hectares à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, alors qu'il y en avait 350 au début du XIX^e siècle³.

Les changements techniques, principalement dans le domaine de l'arrosage, permettent au milieu du XIX^e ce déplacement vers les villages de banlieue⁴. Les maraîchers quittent des quartiers centraux de Paris dans les années 1840 pour Aubervilliers, Charenton, Clichy, Saint-Mandé, Issy, Ivry, La Chapelle, Montrouge, Pantin, Saint-Denis ou Vanves. La ceinture verte consomme chaque année le fumier de la cavalerie de la capitale et le transforme en fruits et en légumes grâce à des techniques culturales complexes, de beaucoup d'eau et au recours à une main-d'œuvre abondante, ce que M. Poudret appelle la « fabrique à légumes⁵ » – plus de 5 récoltes successives qui produisent 250 tonnes de légumes à l'hectare ! Des millions de cloches de verre et de panneaux de coffre vitrés sont utilisés ; plus de 2 millions de cloches en 1860, 5 millions en 1914 et plus de 6 millions dans les années 1920. Plus de 90 % des cloches utilisées en France le sont à Paris et dans le département de la Seine. La ceinture verte est alors, durant une partie de l'année, une ceinture de verre !

La culture sous cloche est donc une spécialité parisienne. Les panneaux de coffre, appelés châssis, sont aussi utilisés ailleurs en France, mais l'essentiel l'est à Paris et dans le département. Le forçage sur fumier, sur couche chaude ou froide, permet d'effectuer cinq à sept

récoltes successives et de produire même en plein hiver les produits recherchés, des asperges, des fraises ou des salades. Cette technicité et ce savoir reconnu mondialement ont permis à ces cultivateurs urbains de résister à la concurrence des producteurs ruraux puis de tous les centres français que le chemin de fer a connectés progressivement à la capitale et même aux pays du bassin méditerranéen, l'Algérie et le Maroc, principalement.

Il reste aujourd'hui quelques traces de cette occupation maraîchère et de cette période. Le *Pavé d'Amiens*, aux confins de Stains, Saint-Denis et Pierrefitte, plus ancien lotissement encore en activité, est peu à peu grignoté par les aménagements mais une petite partie est encore en culture. Subsistent, çà et là, quelques vestiges, maisons à La Courneuve, Bobigny, Stains, Saint-Denis, Aubervilliers ou Pantin. Les principales traces résident dans le parcellaire actuel mais ce dernier est illisible aux yeux des contemporains. Le maraîchage urbain connaît un renouveau et un profond engouement. La nature cultivée peut-elle effacer les outrages des hommes, reconstruire du lien, renouer avec la terre, rééduquer les citadins ? La ville de Paris relance l'agriculture dans l'enceinte du périphérique, sur les toits, dans les cours ou dans des parcelles. Sans retrouver l'ampleur de cette ceinture verte des XIX^e et XX^e siècles, des taches vertes renaissent et de nouvelles fabriques à légumes peuvent voir le jour dans les années qui viennent.

LA PLAINE DES VERTUS, SES VARIÉTÉS, SES MODES DE SEMIS ET SES ASSOLEMENTS

La plaine des Vertus est célèbre, encore aujourd'hui, pour un ensemble de variétés toujours cultivées. Il est rare, en France, qu'une plaine joue ce rôle éponyme ! Cette plaine a plusieurs caractéristiques assez particulières. Les légumes y sont cultivés pour fournir le marché parisien au moins depuis le XIII^e siècle. Cette activité a pris une telle extension au cours des siècles, notamment en raison de l'humidité naturelle des terres, que la Plaine est devenue le jardin de Paris, fournissant les trois quarts des gros légumes dans les années 1860⁶. Les maraîchers parisiens ne pouvant rivaliser avec les gens de la Plaine ont abandonné ces gros légumes, d'une part parce qu'ils ne pouvaient produire à si bas coût, mais aussi parce que ces légumes restent trop longtemps en place.

1 M. de Combes, *L'École du jardin potager*, (1752), t. I, 4^e édition, augmentée du *Traité de la culture des pêcheurs*, Paris, Chez Savoye, Libraire, 1794, p. 9.

2 J.-G. Moreau et Jean-Jacques Daverne, *Manuel pratique de la culture maraîchère de Paris*, Paris, Bouchard-Huzard, 1845.

3 Archives nationales (F20 255B), « État du produit des récoltes de l'an 1809 des communes de l'arrondissement de Saint-Denis », cité dans : Ministère de l'Agriculture, *Notice sur le commerce des produits agricoles*, 1906, 2 vol., t. I, p. 314.

4 Jean-Michel Roy, « Déplacements géographiques et changement technique chez les jardiniers-maraîchers parisiens au XIX^e siècle (1780-1900). L'exemple de l'outillage d'arrosage », in Jean-René Trochet, Jean-Jacques Péru, Jean-Michel Roy (dir.), *Jardinages en région parisienne*, Grane, Créaphis, 2003, p. 139-153.

5 F. Poudret, « La culture maraîchère de Paris », Bulletin de la société d'agriculture de Seine-et-Oise, 1899, p. 77-81.

6 E.-M. Bailly, « Le navet long des Vertus – oignon blanc hâtif de Paris », *Journal d'agriculture pratique, de jardinage et d'économie domestique*, Paris, Librairie de la Maison rustique du XIX^e siècle, 1861, p. 293.

À son apogée, sur les quelque 5 000 hectares de la Plaine, plus de 2000 hectares étaient cultivés en choux, oignons, poireaux, navets, carottes, panais, betteraves, etc. Elle a été le creuset de la sélection variétale paysanne durant des siècles, et un lieu d'élaboration de techniques singulières.

DE LA PLAINE DES VERTUS À UNE VILLE INDUSTRIELLE HÉTÉROGÈNE

En raison de sa proximité avec Paris, le territoire actuel de Plaine Commune bénéficie d'aménagements et de la création d'infrastructures routières, fluviales puis ferroviaires qui vont déterminer et orienter son développement. La relocalisation industrielle en région parisienne au cours de la Première Guerre mondiale a densifié les implantations, fixant pour des décennies le caractère industriel et ouvrier du territoire. C'est un territoire de conquête, et les usines comme les maraîchers parisiens vont s'y implanter durablement.

L'INDUSTRIALISATION DE LA PLAINE

Le territoire s'industrialise et s'urbanise au sud, avec des rythmes divers, mais reste très rural au nord, et la plaine des Vertus occupe toujours plus de 2 000 hectares en 1860. Deux logiques contradictoires ou deux états d'esprit s'y confrontent : « l'esprit de culture » qui anime les habitants depuis des siècles, faire produire la terre pour alimenter les Parisiens, et « l'esprit d'affaire et d'entreprise », plus récent, qui vise à produire des biens manufacturés pour répondre à la société de consommation émergente. Les nouveaux quartiers industriels, celui de la Plaine ou celui des Quatre-Chemins principalement, tentent de faire sécession des bourgs ruraux, Saint-Denis et Aubervilliers. L'ouverture de la ligne de chemin de fer de Paris à Soissons qui s'effectue en 1856 amorce une nouvelle logique d'implantation industrielle qui conduit les entreprises à s'installer plus au nord. La compagnie de chemin de fer du Nord évite de traverser les villes et les villages et ne dessert pas directement Saint-Denis. Sur quelques dizaines d'hectares du territoire de La Courneuve, une zone industrielle se développe autour de la gare de La Courneuve-Le Bourget, qui est finalement rattachée au village du Bourget, en 1876. À La Courneuve-Aubervilliers, une deuxième industrialisation autour de l'industrie métallique et mécanique s'amorce à partir de l'ouverture de la nouvelle gare, en 1885. Au-delà des limites communales, un véritable tissu industriel se met en place, relié par la Compagnie de chemin de fer industriel créée en 1884.

Une chronologie différenciée de densification industrielle s'établit selon les communes et le contexte des infrastructures. Le secteur de la chimie progresse peu, et c'est celui des constructions mécaniques et métalliques qui prend le dessus : construction ferroviaire et automobile, fabrication de chaudières, moteurs et turbines. Dopés par la présence des magasins généraux, de grands groupes s'installent sur ce territoire et y créent des établissements, que ce soit le secteur étatique, avec la Manufacture d'allumettes, la Pharmacie centrale ou le secteur de l'énergie, avec les centrales électriques. L'industrie du luxe avec Pleyel, Christofle ou les verreries et cristalleries s'installe ensuite à Saint-Denis. En 1911, le territoire compte plus de 350 usines. Pendant la Première Guerre mondiale, l'État favorise l'implantation d'industries d'armement loin du front du nord et de l'est. Le caractère industriel du territoire est définitivement forgé. En 1920, il y a plus de 480 usines. Les années 1920 sont marquées par une formidable croissance et, en 1930, ce sont plus de 740 usines qui s'égrènent sur l'ensemble des 9 communes. Saint-Denis en compte près de la moitié mais Saint-Ouen (163) et Aubervilliers (118) ne sont pas en reste. Les plus fortes progressions ont lieu plus au nord. Pierrefitte passe de 5 à 20 et Stains de 6 à 26 usines, mais ne rivalisent pas avec les 174 usines de la Plaine. La crise de 1929 s'abat violemment sur ce secteur industriel en plein développement et sur les villes ouvrières qui se construisent et s'étoffent. Des milliers de chômeurs sont aidés par les communes, les partis politiques ou les paroisses. Le territoire, qui a attiré à lui des dizaines de milliers de travailleurs et une très forte proportion d'immigrés, près de 25 % de la population, est très politisé, et le PCF y est très fortement implanté, avec des dizaines de cellules communistes. L'évêché de Paris, au travers des Chantiers du cardinal, entreprend une reconquête de la banlieue, en construisant une centaine d'églises autour de Paris, dont plusieurs sur le territoire, à La Courneuve et à Épinay-sur-Seine.

LES LOTISSEMENTS MARAÎCHERS : UNE ÉTAPE DANS LES PROCESSUS D'URBANISATION ?

Depuis le XVII^e siècle, le développement des faubourgs de la ville s'est fait au détriment des terres cultivées par les jardiniers maraîchers parisiens, que l'on songe au quartier du Marais, où la noblesse construit ses hôtels particuliers, ou au faubourg artisanal de Saint-Antoine. Au XIX^e siècle, cela fait déjà au moins deux siècles que les maraîchers sont amenés à quitter la terre qu'ils ont richement amendée, pour d'autres qu'ils transformeront avant de les quitter à nouveau. Ce processus est inscrit dans leur fonctionnement normal.

La plaine des Vertus est unique en France par son histoire, sa documentation et les collections ethnographiques qui ont pu être réunies. Elle a sans doute été la plus grande plaine légumière de France et d'Europe à l'époque moderne. Les décideurs politiques, quel que soit le régime politique, n'ont eu de cesse d'encourager la croissance de la production, la spécialisation et la concurrence en vue d'établir le *bon marché*, gage de sécurité alimentaire et de paix sociale du peuple parisien. Cette paix sociale repose sur l'abondance de denrées alimentaires à bon marché mais conduit les cultivateurs à parfois produire à perte. Le maintien du pouvoir d'achat des consommateurs par les bas prix alimentaires conduit à la ruine des exploitants agricoles. Le gain ou le maintien du pouvoir d'achat des consommateurs n'est pas dû à la hausse des salaires qui amènerait une baisse des dividendes versés aux actionnaires et, peut-être, une inflation. La plaine des Vertus, qui produit les deux tiers ou les trois quarts des gros légumes consommés à Paris au XIX^e siècle, a sans doute permis une stabilité sociale, toute relative certes au XIX^e siècle, mais moins chaotique qu'elle aurait pu l'être. La Plaine s'est ensuite peu à peu industrialisée pour devenir la plus grande plaine industrielle de France dans les années 1930, à Saint-Denis, Aubervilliers, La Courneuve, principalement. Plusieurs centaines d'usines, plusieurs dizaines ou centaines de milliers d'ouvriers travaillant dans ces usines. Les ouvriers ont quitté les quartiers traditionnellement ouvriers de Paris pour peu à peu investir ces nouveaux espaces. Les immigrés ont massivement contribué à construire ces villes. Les Belges qui venaient travailler dans les champs dans la seconde moitié du XIX^e se sont employés dans les usines. Les Italiens puis les Espagnols ont suivi le même chemin au XX^e siècle. Des milliers de Belges, d'Italiens, de Portugais, d'Espagnols, de Polonais, etc., ont construit, avec les ouvriers français, des quartiers populaires qui accueillent aujourd'hui plus d'une centaine de nationalités. Loignon jaune paille des Vertus ou, plus généralement, des oignons ronds sont vendus dans toutes les épiceries et supermarchés indiens ou pakistanais, des Quatre-Chemins aux Quatre-Routes. La séculaire histoire de la Plaine est presque aujourd'hui oubliée sur le territoire, traversé, comme hier par des courants migratoires puissants.

Jean-Michel Roy est docteur en histoire, spécialiste depuis plus de vingt ans des questions d'agriculture et de commerce alimentaire en Île-de-France. Il a été le responsable du musée des cultures légumières de La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, de 2009 à 2016. En 2012, il est commissaire scientifique de l'exposition *Savez-vous planter les choux ?* à Bagatelle.

BANANES, ESCLAVAGE ET CAPITALISME RACIAL

FRANÇOISE
VERGÈS

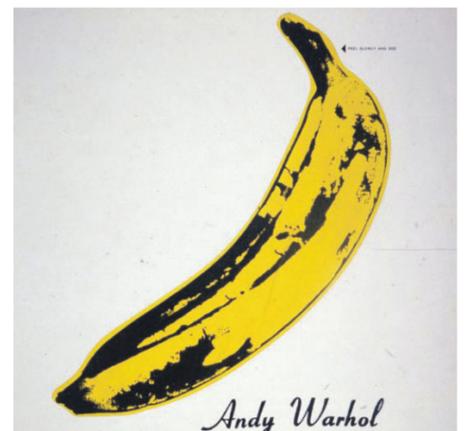
Lorsque, il y a quelques années, on a beaucoup parlé des insultes lancées dans les stades de foot¹, je me suis demandé à quel moment, dans l'histoire, le lien racial avait été fait entre être noir et la banane : *Noir-e-singe-banane*. Pourquoi, lorsque quelqu'un envoie une banane dans un stade, tout le monde comprend que ce geste s'adresse aux joueurs noirs présents sur le terrain ? En août 2017, à Villareal (Espagne), Daniel Alves a reçu une banane lancée des tribunes, alors qu'il s'apprêtait à tirer un *corner* : il en a mangé un morceau avant de la jeter. Son geste, très applaudi, et notamment par de nombreux joueurs, est devenu viral², tout comme le slogan lancé à l'issue de ce match par Neymar sur Twitter : « *We are all monkeys* ». À quoi des femmes afro-brésiliennes ont répondu : « Non, nous ne sommes pas des singes. » Un autre exemple est évidemment l'insulte raciale envers Christiane Taubira, alors garde des Sceaux, l'assimilant à une guenon et, encore une fois, lui associant une banane³. Dans un second temps, j'ai voulu comprendre la place de la banane dans l'histoire de l'esclavage colonial. Je voulais savoir pourquoi on trouve de la banane pratiquement dans tous les territoires qui ont connu cet esclavage. À quoi s'ajoutait une interrogation sur le fait de la disparition d'une certaine diversité : dans ma propre vie – et je ne suis pourtant pas bicentenaire –, j'ai vu disparaître certaines variétés de banane.

La banane, dont le marché représente 5 millions de dollars par an, est le fruit le plus importé dans le monde. Au centre d'un *big business*, cette marchandise globale fait l'objet de véritables batailles de distribution. La banane est aussi le fruit le plus répandu dans le monde. On le donne aux bébés, aux personnes âgées, comme nourriture dans les hôpitaux car on lui attribue de nombreuses vertus et qualités, sans plus se demander d'où vient cette chose jaune, plus ou moins longue et courbe : un tel phénomène de naturalisation, aussi, m'intéresse. Ces différents fils pouvaient-ils tenir ensemble et si oui, comment ? Quels liens tracer entre : banane et sexe masculin, histoire de l'esclavage, racisme, sexisme et « républiques bananières » ? Science, race, genre, sexe, classe, politique, économie, consommation, publicité, cinéma : j'ai tiré tous les fils que je pouvais trouver pour tenter de les mettre en relation, d'une façon ou d'une autre.

Serge Volper⁴ s'est intéressé aux transferts de plantes liés à l'esclavage : l'implantation de la canne à sucre dans certains territoires où elle n'avait jamais poussé, ou le café, le tabac, le coton. Toutes ces plantes essentielles à l'économie esclavagiste n'étaient pas du tout naturelles à ces territoires. Autrement dit, l'esclavage colonial opère le premier grand tournant dans

l'histoire de l'environnement, bien avant la colonisation. Si vous allez aux Antilles ou à La Réunion, vous pouvez voir des champs de canne, dont les fleurs fournissent le sujet de très belles cartes postales ; mais il n'en a pas toujours été ainsi. Sur ces terres, l'emplacement des villes suit souvent celui des plantations, comme l'emplacement du port où arrivaient les bateaux négriers, chargés de blé, de vin et de captifs, et d'où ils repartaient, emportant sucre, coton, café ou tabac. En Europe, l'économie de la traite a affecté l'économie des arrière-pays des ports négriers fournissant marins, produits de traite, toile et bois pour les navires. À ce propos, on oublie souvent que pour construire un bateau négrier, il fallait abattre une certaine de chênes, de sorte que dès le *xvii^e* siècle, ont été introduites des lois de gestion des forêts pour, notamment, replanter des chênes dans des endroits qui commençaient à en manquer. Et dans les colonies, le déboisement pour créer des plantations, construire les habitations, les moulins... Ce sont ces effets, directs et indirects sur les plantes – bois et plantes cultivées – qui m'intéressent. C'est également au cours du *xvii^e* siècle que s'installent de grands jardins botaniques dans les colonies comme celui de l'île Maurice, où travailla Bernardin de Saint-Pierre, dirigé par le gouverneur colonial Poivre, toujours exclusivement présenté comme un grand savant et un acteur du développement de l'île (Bernardin de Saint-Pierre, à côté du lénifiant *Paul et Virginie*, dénonça, dans *Voyage à l'île de France, à l'île Bourbon et au cap de Bonne-Espérance* [1773], le système esclavagiste sous le régime de Poivre). L'intérêt marqué pour les graines et les plantes qui se développe alors s'accompagne d'un débat sur le nom à donner à ces plantes – le choix étant finalement fait de leur donner des noms *latins*. Des botanistes ont plaidé pour que persistent les noms en langue originale, éventuellement suivis de leur traduction, mais c'est la nomenclature latine qui l'a emporté. Ainsi, et c'est un des éléments du colonialisme, s'est imposée une nomenclature européenne effaçant les noms locaux et leur histoire. Ensuite, des espèces ont été étudiées en vue de leur amélioration pour le marché : la canne à sucre pour donner plus de sucre, les bananiers, davantage de bananes. En ce sens, la période de l'esclavage est déjà celle d'une économie moderne. Cette économie, dotée d'un vaste réseau de distribution, connaît déjà une segmentation de la production, une spécialisation, et d'autres qualités que l'on s'imaginerait réservées au capitalisme ultérieur. Il en va de même pour la colonisation post-esclavagiste. Ce dont on parle moins, c'est de l'appropriation des savoirs, à commencer par celui des femmes, qui ont

été pillés – dans les plantations, les femmes connaissaient les plantes qui faisaient avorter, ou celles qui permettaient de lutter contre la douleur au moment d'enfanter : autant de savoirs qui leur ont été volés par les puissances coloniales, y compris lorsque celles-ci, au moment d'abolir l'esclavage, ont songé à multiplier le nombre de la main-d'œuvre. Pour en revenir à la banane : j'avais d'abord appelé cette présentation « *Strange Fruit* », en pensant au poème d'Abel Meeropol⁵, qui s'ouvre sur ces deux phrases : « *Blood on the leaves/ Blood at the roots* ». Pour moi, l'histoire de la banane était liée à celle du sang et du meurtre – puisque son histoire était celle de l'esclavage. Très peu de plantes occupent une telle place. Si on connaît la chanson de Joséphine Baker à propos de la canne à sucre – « *C'est bon, c'est bon, ça se suce par le p'tit bout* » (« *Voulez-vous de la canne à sucre* », 1930) –, on sait moins que la banane reste située à l'intersection de rituels, de la cuisine et de la mythologie tant aux Caraïbes qu'en Amérique du Sud ou centrale, dans l'océan Indien, en Afrique ou en Asie. Comme le café, le tabac ou le cacao, la banane est une plante dont le lien avec l'histoire coloniale et postcoloniale, esclavagiste ou post-esclavagiste est tel que, malgré les siècles, son exploitation reste liée aux conditions de travail les plus brutales. Comme si ces plantes avaient été marquées par leur passé, et qu'il était impossible que soient améliorées les conditions de travail dans les plantations. En suivant l'itinéraire de la banane, on part de la Nouvelle-Guinée, puis c'est l'Inde – il ne s'agit pas encore de voyages coloniaux –, l'Indonésie, l'Australie, la Malaisie, puis l'Afrique de l'Est. Dès 3 000 av. J.-C., la littérature bouddhiste parle de la banane. La littérature islamique se fait ensuite l'écho de la diffusion du fruit, les marchands musulmans jouant un rôle essentiel, jusqu'au *xv^e*, *xvi^e* siècle, dans le resserrement des liens entre l'Asie du Sud et l'Afrique. Au Japon, les fibres du bananier jouent un rôle important dans l'industrie du textile. Quand la banane passe dans l'économie de l'esclavage, c'est soit pour que les bananiers protègent d'autres cultures, grâce à l'ombre fournie par leurs feuilles, soit pour nourrir la population esclave. Les bananes ne sont pas encore exportées : loin d'être une marchandise globale, cette denrée, quoiqu'utilisée partout, continue à faire l'objet d'une utilisation locale, pays par pays. La production massive ne commence qu'au *xix^e* siècle, lorsque William Cavendish, duc de Devonshire (1790-1858), rapporte, de l'île Maurice en Angleterre, ce qui deviendra, en 1836, « la » *cavendish*⁶.



Andy Warhol, pochette de l'album *The Velvet Underground and Nico*, sorti en 1967
© The Andy Warhol Foundation for the Visual Arts, Inc. / Licensed by ADAGP, Paris 2018

1 On pourra se reporter, pour mémoire, à cette interview récente de Mario Balotelli : Nawel Saïdat, « *Balotelli : "À Rome, on me lançait des bananes"* », *Calciomio*, 30 mai 2018, URL : www.calciomio.fr/balotelli-a-rome-on-me-lancait-des-bananes-id-53679. Voir aussi, pour une analyse plus détaillée : Nathalie Pantaléon, Lionel Faccenda, Thierry Long, « *Transgressions et football : le cas des injures à caractère raciste* », *International Review on Sport and Violence*, n° 5, 2012, URL : www.irsv.org/index.php?option=com_content&view=article&id=120%3Atransgressions-et-football-le-cas-des-injures-a-caractere-raciste&catid=59%3Anumero-5-football-et-violence&lang=fr.

2 Il semble que cette visibilité ait été en partie facilitée par une opération de communication – ce qui ne change pas fondamentalement les données du problème. Voir « *Racisme : le "manger de banane" d'Alves était un coup de pub* », *Le Parisien*, 29 avril 2014, URL : www.leparisien.fr/sports/football/racisme-le-manger-de-banane-d-alves-avait-ete-imagine-par-une-agence-de-pub-29-04-2014-3804675.php.

3 Richard Poirot, « *Taubira traitée de "guenon"* : la vidéo qui le prouve », *Libération*, 2 nov. 2013, URL : http://www.liberation.fr/societe/2013/11/02/taubira-traitee-de-guenon-la-vidéo-qui-le-prouve_944083.

4 Serge Volper, *Une histoire des plantes coloniales : du cacao à la vanille*, Versailles, Éditions QUAE, 2017.

5 Abel Meeropol (1903-1986) écrivit la chanson « *Strange Fruit* », plus tard popularisée par Billie Holiday, après avoir vu les photos du lynchage de Thomas Shipp et Abram Smith le 7 août 1930 à Marion (Indiana).

LES GUERRES DE LA BANANE

Les Occidentaux savent désormais comment reproduire et cultiver la banane comme ils le souhaitent pour leur marché : la banane devient un *produit* intégré dans l'économie capitaliste et impérialiste. Le moment le plus important est celui où la banane entre dans la cuisine américaine comme bien de consommation. Parmi ses avantages, la banane présente celui de n'avoir pas de saison. Trois autres atouts contribuent à sa popularité aux États-Unis : son prix très bas ; ses bénéfices sur la santé ; sa peau, qui la protège autant des pesticides que des maladies, et en fait un produit recommandable pour les bébés comme pour les femmes enceintes ou les personnes âgées. Et c'est dans « l'arrière-cour » de l'impérialisme US - Amérique centrale - ou dans sa colonie de Porto Rico, que des plantations sont créées. La United Fruit Company (UFC) devient la multinationale de la banane. Elle va développer tout un appareil de propagande pour faire de ce fruit un élément incontournable de la cuisine, utilisant la publicité, la radio, la télévision, le cinéma, des concours nationaux de recettes de bananes portés par des magazines féminins nord-américains. La banane est associée à la maîtresse de maison blanche de la banlieue blanche des années 1950. Dans le contexte de la guerre froide, le fruit, absent de l'Union soviétique et des pays de l'Est, finit par être associé au « monde libre ». La propagande est telle que la United Fruit Company produit un film intitulé *Why the Kremlin Hates Bananas*⁷ et qu'en 1989, au moment de la chute du mur de Berlin, on verra le D de l'Allemagne (*Deutschland*) formé à l'aide de deux bananes.

La United Fruit Company, appelée l'*Octopus* (la pieuvre) par les Latino-Américains, fomenta des coups d'État militaires en Amérique centrale, obtint l'intervention de l'armée US pour soutenir les dictatures et balayer les gouvernements élus démocratiquement, écrasa les syndicats en ayant recours à la torture, au viol, à l'assassinat de syndicalistes. La violence de ces interventions impérialistes est masquée par la publicité de l'UFC qui met en scène une Latina sexy, qui danse et chante sur des rythmes afro-cubains au moment même où, en Amérique centrale et dans les pays du Sud, se multiplient les opérations impérialistes visant à écraser insurrections et syndicats. L'actrice et chanteuse Carmen Miranda chante « Chiquita », la marque de banane désormais associée à un personnage féminin avec sa couronne de fruits, son sourire, son costume coloré. Miranda détourne l'image de Frida Kahlo, l'artiste révolutionnaire, en la pacifiant et en la rendant sympathique et inoffensive pour le public blanc nord-américain. Des intellectuels anti-impérialistes sud-américains répondent à cette propagande dans leurs œuvres : Diego Rivera, dans son tableau *Gloriosa Victoria* (1954), en hommage au peuple guatémaltèque, met au centre de son œuvre les peuples indigènes réduits en esclaves pour remplir de bananes les navires de la United Fruit Company ; Gabriel García Márquez, dans son roman *Cent ans de solitude* (1965), rend hommage aux 32 000 travailleurs colombiens qui entament une grande grève en 1928, au cours de laquelle nombre d'entre eux sont tués ; Pablo Neruda, dans *Canto General* (1950), consacre un poème au « Poulpe », « The United Fruit Co. » qui commence ainsi :

*Quando sonó la trompeta, / estuvo todo preparado en la tierra, / y Jehova repartió el mundo a Coca-Cola Inc., Anaconda, / Ford Motors, y otras entidades: / La Compañía Frutera Inc. / se reservó lo más jugoso, / la costa central de mi tierra, / la dulce cintura de América*⁸.

Si la banane est ainsi très tôt identifiée, en art comme en littérature, à une forme d'oppression, il faut attendre le début

du xx^e siècle pour voir se mettre en place le rapprochement « Noir-e-s = animaux = singes = mangeurs de bananes ».

Se croisent alors le racisme de la « science » européenne, plus largement diffusé par le cinéma, la publicité et la photographie, et les intérêts des impérialismes. S'agissant de l'association « sauvage / Noir-e / banane », on ne peut pas passer sous silence le rôle du numéro - la « danse sauvage » - de Joséphine Baker qu'elle exécute pour la Revue nègre en 1927, au Théâtre des Champs-Élysées, et qui la met en scène à quatre pattes, exécutant un charleston en roulant des yeux et des hanches, presque nue sous sa célèbre ceinture de bananes. Certes, Baker ne peut être réduite à ce numéro ; néanmoins, à l'époque, les vendeurs de fruits ornent leurs comptoirs de références à ce numéro.

LA BANANE, LES PESTICIDES, L'AGROBUSINESS ET LE POSTCOLONIAL

La banane reste dangereuse pour l'environnement et les peuples à qui les pouvoirs coloniaux et impérialistes ont imposé sa culture. Ainsi, la Martinique et la Guadeloupe sont ravagées par le chlordécone, un pesticide ultratoxique répandu massivement, de 1972 à 1993 - c'est-à-dire après son interdiction en France comme aux États-Unis -, par voie aérienne sur les bananeraies. On constate de très fort taux de cancer (de la prostate, notamment) dans les Antilles françaises, attribuables à l'emploi de ce produit, sur des sols empoisonnés pour des générations. En Amérique centrale, les employés dont le métier consiste à placer des bananes dans des boîtes sont au moins aussi exposés que ceux qui cultivent le fruit, puisque, après avoir nettoyé les bananes des pesticides qui les recouvrent, ils doivent les réenduire d'autres produits afin qu'elles ne se tachent pas, personne ne voulant, à l'arrivée, acheter de produits tachés. On sait en outre que les plantations de bananes sont des endroits très silencieux, tant il n'y a plus ni oiseaux, ni insectes. La banane étant dénuée de sexe, elle se reproduit d'elle-même, sans qu'il soit nécessaire de croiser un fruit mâle et un fruit femelle, si bien qu'il a pu en exister des milliers de sortes et de variétés. Or, en vue d'être attractive pour la consommation occidentale, la banane doit avoir un aspect très particulier, de sa couleur (un certain jaune) à son odeur, en passant par la forme de sa courbe. Dès lors, les multinationales s'efforcent de découvrir l'ADN correspondant à ces aspects, menaçant ainsi l'extrême diversité des bananes, augmentant l'intervention de pesticides, insecticides et OGM et perpétuant de mauvaises conditions de travail. Finalement, alors que le fruit n'est pas sexué, sa sexualisation - association au sexe masculin - est contemporaine de sa racialisation. La banane a inspiré de nombreux artistes - de Warhol au Velvet Underground ou Jean-François Boclé et son *Bananaman*⁹. Aujourd'hui encore, sa production, sa consommation continuent de susciter des guerres dans le domaine de l'agro-business.

L'IMPORTANCE DU MOMENT DE LA COLONISATION DANS L'HISTOIRE DES PLANTES

La colonisation, qui n'a pas du tout disparu, a imposé des modèles de monoculture, de plantations qui perdurent aujourd'hui, avec ou sans esclaves. Colonisation, géobotanique, militarisation sont indissociables de la culture du sucre ou du café, du cacao ou du caoutchouc. On entre là dans une intersectionnalité de plusieurs niveaux.

Uriel Orlow — Dès le moment de la classification des plantes, c'est déjà le sexe qui joue, à travers l'identification de mâles et de femelles. Toutes ces histoires

se mêlent dans chaque plante individuellement, que ce soit celle de la colonisation, des sciences ou du capitalisme.

Françoise Vergès — On oublie facilement que même sous l'esclavage, les colons montrent un intérêt pour les progrès techniques. Pour que des tonnes de bananes aient encore, lorsqu'elles arrivent en Europe, l'apparence de ce dont les Européens se figurent que c'est une banane, il faut des conditions de transport, des ingénieurs, des chercheurs, des ouvriers : toute une humanité qui se consacre à travailler pour cela. On doit aussi penser aux impacts de sa consommation dans le domaine du privé. Le développement des maisons pavillonnaires équipées de cuisines modernes, dans les banlieues urbaines américaines, va permettre à chacun de conserver des bananes chez soi pendant plusieurs jours.

U. O. — La publicité insiste sur le fait que les bananes seraient bonnes pour les femmes - on pense encore, ici, au rapprochement avec le sexe masculin...

F. V. — En tant que nourriture, la banane est vantée auprès des femmes au foyer, des mères, des individus totalement déssexualisés - contrairement aux hommes qui, eux, ont la banane (dans tous les sens de l'expression). La banane contribue à la « reproduction » de la maison patriarcale blanche et bourgeoise.

Question du public — Je viens d'ex-Yougoslavie, où nous mangions des « Chiquita Banana ». À l'époque des premières revendications de travailleurs en Slovénie, à la fin des années 1980, je me souviens avoir vu à la télévision une maman s'indigner par ces mots : « Mais enfin, vous vous rendez compte, on ne peut même plus s'acheter de bananes ! »

F. V. — Il ne faut pas sous-estimer la propagande organisée par la United Fruit Company pour en arriver là. Leurs plantations étaient en permanente expansion - au point que certains pays, aujourd'hui, n'ont plus que cela -, et il leur fallait trouver des consommateurs, ce qui supposait, aussi, de tuer toute éventuelle autre production locale. N'oublions pas qu'on ne trouvait ni *jean* ni bananes en Union soviétique - deux produits devenus deux grands « symboles de la liberté ».

Q. — Et d'où vient l'expression « république bananière » ?

F. V. — Elle est le fruit des interventions impérialistes en Amérique centrale et du Sud dans des pays vivant sous la coupe de la United Fruit Company - Honduras, Guatemala... On y installait des régimes qui opprimaient les syndicats, détruisaient tout droit du travail et toute possibilité pour la population de lutter contre la dépossession et le vol.

Dès le xviii^e siècle, la banane est cultivée à travers le monde - en Afrique, en Asie, en Amérique -, mais il n'y a pas, alors, de plantations de bananes destinées à l'exportation. Il faut attendre le xx^e siècle, certains progrès dans le transport maritime et la réfrigération, la découverte des qualités du fruit et l'impérialisme américain pour que la banane devienne le fruit que l'on connaît aujourd'hui. Monsanto multiplie les recherches pour produire sa banane en laboratoire, et continuer de tuer la diversité.

Q. — Les bananes issues d'un commerce « équitable » qui n'améliore pas forcément les conditions de travail des ouvriers, mais continue à favoriser la monoculture, comme en République dominicaine ou à Haïti, constituent-elles pour vous un moindre mal, ou relèvent-elles encore d'opérations marketing ?



Paul Colin, *Le Tumulte noir (Joséphine Baker)*, 1929 © Adagp, Paris, 2018

6 97 % des bananes aujourd'hui en circulation dans le monde sont des cavendish, du nom de William Cavendish, alors président de la Société royale d'horticulture, qui, en 1836, acquit un spécimen de ce fruit pour le faire pousser dans la serre de son château de Chatsworth, en Angleterre.

7 Cité par Walter La Feber dans *Inevitable Revolutions. The United States in Central America* (1983), New York/Londres, W. W. Norton and Company, 1993, p. 120-121. Voir : www.reddit.com/r/Lost_Films/comments/jjzf5/lost_why_the_kremlin_hates_bananas.

8 *Quand la trompette sonna / tout était prêt sur terre / Jéhovah distribua le monde / à Coca-Cola, Anaconda, / Ford Motors et compagnie : / La United Fruit / se réserve le morceau le plus juteux, / prélevant une côte de mon monde, / et se tailla la plus douce part de l'Amérique.* (Notre traduction.)

9 Jean-François Boclé, *The Tears of Bananaman*, installation, 300 kilos de bananes, écrits de l'artiste scarifiés sur les bananes, socle en bois (330 x 130 x 25 cm), 2009-2012.

F. V. — Ce qui compte, c'est de repenser la façon dont un produit – un fruit, une fleur, un légume – entre dans le circuit capitaliste néolibéral global. Ce qui implique un « droit » d'accès à tous les produits, à n'importe quel moment. Peu importent les conditions de production et de distribution. Tant qu'on ne favorise pas les productions locales, mais que l'on pense que ce que l'on cultive doit être un produit d'exportation, destiné à un marché extérieur, à des réseaux de distribution capitalistes, on ne s'en sort pas. En République dominicaine, les sols sont tellement imprégnés de pesticides que l'idée de produire quoi que ce soit de « bio » semble impossible. Les études de l'Inserm montrent qu'aux Antilles, les eaux sont polluées, y compris celle de la mer ; on ne peut plus manger les écrevisses, pas plus que les légumes-racines. Les monocultures imposées à la Guadeloupe et à la Martinique étranglent les populations en même temps qu'elles les « tiennent », mais, au-delà, c'est l'idée même de toute culture qui semble bien avoir été condamnée, et pour longtemps.

F. V. — La colonisation occidentale a proposé un modèle que tout le monde suit aujourd'hui, au prix d'un appauvrissement constant de la biodiversité. Au point qu'il faut désormais se tourner vers les jardins botaniques européens pour retrouver et reconstruire cette biodiversité – dans les jardins de Kew, par exemple, en Angleterre, où l'on retrouve des graines prises à l'île Maurice au XVIII^e siècle. On assiste à la refabrication d'une biodiversité placée entre les mains des laboratoires, que le résultat en soit, ou non, destiné à l'agrobusiness. La paysannerie mondiale est aujourd'hui confrontée à de terribles dépossessions. En Europe comme ailleurs, certains tentent de sortir de cette folie de l'agrobusiness, mais ce qui domine, au sein des circuits de distribution, ce sont les choix de pays tels que les États-Unis, comme on l'a vu avec le commerce du coton, dont les fournisseurs américains l'ont emporté sur ceux du Burkina Faso et du Mali¹⁰. Sans plaider pour une histoire linéaire, je dirais qu'un modèle se détache : celui d'une monoculture imposée par la puissance coloniale qui épuise les sols, dépossède les paysans, dicte les prix, monoculture qui reste la culture dominante de l'État postcolonial, à moins qu'elle ne soit remplacée par la nouvelle plante d'un autre pays plus puissant, comme lorsque, au Sénégal, la culture de piment destiné au marché coréen remplace la cacahuète qu'avaient imposée les Français. Cette transformation du monde en un supermarché de la production appauvrit les terres, en même temps qu'elle fait disparaître des savoirs ancestraux, de sorte que peu à peu, seuls des scientifiques professionnels finissent par savoir quoi planter dans tel ou tel sol. Entre la science, l'agrobusiness, le commerce international et les règles de l'OMC, il devient difficile de minimiser le rôle des grands laboratoires de recherche et des grands monopoles. L'industrie du papier repose principalement, en 2018, sur l'exploitation de deux arbres : l'eucalyptus et le pin. En 2016, on a appris, à la suite d'un procès intenté par des ouvriers à la compagnie nord-américaine ArborGen, basée dans l'Oregon, qu'elle était leader dans la recherche d'arbres fabriqués génétiquement (en travaillant sur les ADN de plusieurs espèces) pour cette industrie du papier. On a aussi appris qu'elle avait une rivale, la société israélienne Futuragene. Toutes deux avaient trouvé comment faire pousser plus vite pins et eucalyptus. Ce succès a entraîné une campagne pour imposer ces deux espèces au détriment d'autres. Des forêts entières ont été détruites mais ces compagnies se présentent comme les championnes de la reforestation, puisque des arbres sont plantés. Chaque année, 500 000 hectares d'eucalyptus seraient plantés¹¹ sur plusieurs milliers de kilomètres carrés par des entreprises qui, tout en maniant le langage de la « défense

de l'environnement », détruisent ce qui les entoure ou les précédait¹².

Q. — Désormais, les sociétés peuvent se vendre l'une à l'autre des « crédits écologiques » qui leur permettent de développer des cultures hors de tout contrôle externe. En Australie, une loi oblige les entreprises très polluantes à mener une action « écologique » – agir en faveur de la reforestation en faisant planter des eucalyptus en Afrique peut en faire partie. En contrepartie, elles obtiennent des « crédits carbone », qui eux-mêmes font l'objet d'un marché entre entreprises¹³. On assiste à une translation d'un marché lui-même estampillé du label « vert ».

F. V. — Ce qui m'intéresse, c'est la façon dont tout cela est naturalisé, à la faveur d'un consentement dont il s'agit de comprendre la possibilité même : comment apprend-on à ne pas voir ce qu'on voit ? C'est là, mais je ne le vois pas, faute de savoir regarder. En réalité, beaucoup de choses sont visibles ; ou, pour le dire autrement, très peu sont cachées. L'une des questions est alors : comment transformer le savoir en action ? Mais, avant cela : comment ne pas savoir ? Comment les gens ont-ils été amenés à ne pas voir que le sucre, comme le disait Voltaire, était taché de sang¹⁴ ? C'est la même chose quand je mange une banane, ou quand je suis, comme aujourd'hui, à Aubervilliers : je vois où je suis, mais qu'est-ce que j'en fais ? Qu'est-ce que je m'efforce d'apprendre ? Notre apprentissage doit être désappris pour que nous puissions de nouveau apprendre. On nous apprend, à l'école et partout, à être déconnectés du monde autour de nous. Au point que nous pensons que tout est naturel. Le monde dans lequel nous vivons est un monde construit, dans lequel il importe de constamment réapprendre à voir, toucher, sentir ce qui était là et ce qui nous entoure. Il n'y a pas « des gens qui » – agissent en douce, font telle ou telle chose. Il y a moi qui ne sais plus regarder, entendre, ou sentir, et la question des plantes est totalement liée à cet effacement des sens.

Q. — Comment peut-on commencer à voir, si on y voit déjà si mal ?

F. V. — Commençons par nous décoloniser nous-mêmes, et peut-être pourrions-nous, ensuite, décoloniser le monde.

*Les Laboratoires d'Aubervilliers,
19 mai 2018*



J.W. Cleary, *Women, Jamaica, XIX^e siècle*, photographie, date inconnue © D.R.

Françoise Vergès est politologue, titulaire de la chaire Global South(s) au Collège d'études mondiales, MSH, Paris.

10 Voir Albert Schwartz « Histoire de la culture du coton au Burkina Faso », ORSTOM, février 1993. On y apprend que la culture du coton était associée à la culture vivrière, jusqu'à ce que les Français l'imposent, entre 1924 et 1929, à force de brimades, de dépossession et d'exactions. Si celle-ci est, depuis, restée la culture dominante, les paysans burkinabés font face à une concurrence féroce du puissant lobby du coton aux États-Unis, où les fermiers reçoivent d'importantes subventions. Pour les paysans burkinabés, « les promesses de Monsanto (entreprise spécialisée dans les biotechnologies agricoles) ont été un mirage et, pire, un cauchemar ». Voir « Suspension de la production du coton BT au Burkina Faso : les paysans sont contre le retour de cette production », *Info Wakat*, 27 octobre 2017, URL : <https://infowakat.net/suspension-de-production-coton-bt-burkina-faso-paysans-contre-retour-de-cette-production/>

11 Voir : *ArborGen. The Reforestation Advantage*, URL : arborgen.com.

12 Voir Françoise Vergès, « Racial Anthropocene », in Alex Lubin et Gaye Theresa Johnson (dir.), *Futures of Black Radicalism*, 2017.

13 Loin d'être considéré comme un dévoiement cynique du système des crédits carbone, le marché carbone est présenté comme une grande avancée, sur le site français du ministère de la Transition écologique et solidaire : « Les marchés carbone, également nommés systèmes d'échange de quotas d'émissions ou systèmes de permis d'émissions négociables (Emissions Trading Schemes – ETS), sont des outils réglementaires facilitant l'atteinte, pour tout ou partie, des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) déterminés politiquement. L'Union européenne a mis en place, depuis 2005, un marché du carbone pour mesurer, contrôler et réduire les émissions de son industrie et de ses producteurs d'électricité. Le marché carbone est une pierre angulaire de la politique énergie-climat européenne. » Ministère de la Transition écologique et solidaire, 5 déc. 2016, URL : <https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/marches-du-carbone>.

14 « Quand nous travaillons aux sucreries, et que lameule nous attrape le doigt, on nous coupe la main ; quand nous voulons nous enfuir, on nous coupe la jambe : je me suis trouvé dans les deux cas. C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe », explique un esclave du Surinam à Candide, en 1759. Voltaire, « Ce qui leur arriva à Surinam, et comment Candide fit connaissance avec Martin », *Candide ou l'Optimiste*, chap. xix.

Ibrahima Wane — Dans une société agricole, la terre est l'instrument principal du travail. L'homme, c'est celui qui travaille ; le travail, c'est la terre, donc l'homme, c'est celui qui travaille la terre.

Uriel Orlow — Mais travailler, et travailler pour quelqu'un d'autre, sont deux choses différentes.

I. W. — Oui, le passage de la société traditionnelle à la société actuelle est le résultat d'un certain nombre de renversements de ce type : dans l'éducation comme dans tous les domaines, la société a été complètement déstructurée ; les définitions ont changé.

U. O. — De quelles représentations le statut de cet homme qui travaillait la terre s'accompagnait-il, traditionnellement ?

I. W. — Dans la société wolof, Demba Waar, l'emblème du travailleur de la terre, est celui qui a labouré, avec sa houe, jusqu'à tomber dans le fleuve, comme *emporté* par son travail¹ hors des limites de la Terre. Il apparaît dans des contes, des chansons, redevenues en vogue au lendemain des indépendances, lorsque le mot d'ordre de bien des pays est devenu : « L'unité et le travail » - pour construire la nation, le développement, le bonheur. L'unité nationale passait par le travail. C'est du travail que l'on attendait qu'il recrée des liens dans les communautés, au sein de frontières qui dessinaient de nouvelles entités géographiques.

Partant de la terre, le travail a toujours pour finalité un retour à la terre, sinon un « retour au bercail ». Le travail agricole représente, au Sénégal, environ 70 % de la population. Depuis que le travail est aussi constitué d'activités qui se déroulent dans l'industrie, et prennent place dans des bureaux, le mot « champ » continue de désigner un espace qui est celui de tout le monde. « Aller au champ », c'est un peu l'équivalent de l'expression « cultiver son jardin » du *Candide* de Voltaire, la terre désignant non seulement le terrain agricole, mais aussi la Terre : un champ aussi physique que symbolique.

U. O. — Quand les colons ont mis en place leurs exploitations agricoles, les colonisés travaillaient de façon intensive pour d'autres qu'eux-mêmes. Ce que nous avons vu en arrivant au Sénégal, ces derniers jours, n'en est pas si éloigné : là encore, des gens travaillent pour d'autres qu'eux-mêmes, au service de grandes entreprises qui leur versent un salaire de misère.

I. W. — Nous ne sommes plus paysans ou propriétaires mais ouvriers agricoles : c'est une usine qui appartient à d'autres. C'est aussi ce qui rend possible que soit cultivé ce que, sans cela, nous n'aurions pas cultivé : ne travaillant pas pour eux-mêmes, les ouvriers œuvrent pour des cultures sans rapport avec leur mode de vie.

U. O. — Ces conditions ont-elles modifié l'imaginaire lié à la terre et au travail de la terre dont vous nous parliez ?

I. W. — Oui, les chansons populaires, conçues pour galvaniser le peuple, témoignent de ces changements. De même que, peu à peu, de nouveaux produits apparaissent dans les chants : c'est le cas du riz ou de l'arachide, par exemple.

U. O. — Mais en cela, le discours national s'inscrit dans la continuité des politiques coloniales ?

I. W. — Bien sûr, puisqu'au moment de l'indépendance, l'État n'est rien d'autre que la continuité de l'État colonial. Sur le plan économique, aucun changement notable n'est amorcé. De la même façon, les chansons restent les mêmes chansons traditionnelles, sur lesquelles viennent ponctuellement se greffer de légers

changements. Après 1960, les chansons qui appellent à « faire comme Demba Waar » invitent toujours ceux qui les écoutent à cultiver « le » champ - le changement s'opérant dans ce que ce mot désigne. Les griots reprennent leurs chants et les adaptent selon les défis et enjeux qui les entourent. Tout mon travail consiste à montrer en quoi ces chansons sont à la fois des témoignages et des actions. La force du chant est de récupérer tout ce qui par ailleurs disparaît : les formules, les contes, les histoires que l'on racontait autrefois et que l'on n'a plus le temps de partager, la chanson les reprend de façon très subtile, au fil de ses couplets. Ce qui n'est plus entendu par la famille au coin du feu l'est par le monde entier, à la radio. La chanson a profité des avancées technologiques dont toutes les autres formes d'expression ancestrale ont plus ou moins souffert.

U. O. — Les chanteurs réactivent la mémoire de la communauté.

I. W. — Ils captent ce qui n'a plus d'expression ni de cadre formalisé, et dont la chanson devient le réceptacle.

U. O. — Des chansons subversives existaient-elles, à l'époque coloniale ?

I. W. — On chante aux champs : pour se motiver, se galvaniser, pour travailler. Parfois, un griot peut se joindre à ces chants - au moment du repas, par exemple, lorsque d'autres apportent, avec la nourriture, un supplément d'énergie concrète. Une fois que ces chansons perdent leur cadre d'expression, c'est la chanson moderne qui en prend la relève, en mêlant de nouveaux enjeux aux réalités de l'époque, et en adaptant sa durée, notamment, aux contraintes techniques de la radio.

U. O. — Qu'en est-il du cinéma ? Trouve-t-on beaucoup de représentations de la vie agricole dans les films ?



Uriel Orlow, *Soil Affinities* (champ de fleurs d'oignons pour semences, Somankidi Coura, Mali), 2018 © Adagp, Paris, 2018

DANS LA SOCIÉTÉ AFRICAINNE TRADITIONNELLE, CELUI QUI TRAVAILLE, C'EST CELUI QUI TRAVAILLE LA TERRE IBRAHIMA WANE

I. W. — Sans être expert en la matière, je pense aux documentaires *Kaddu Beykat* (*Lettre paysanne*, 1975) ou *Mossane* (1996), de Safi Faye ; à *Questions à la terre natale*, de Samba Félix Ndiaye (2006). Vous trouverez des films à l'Institut français, ou auprès de la Cinéséas (association des cinéastes associés sénégalais). Eux possèdent une banque de données. Nous n'avons pas, ici, de centre documentaire ni de cinémathèque : pour revoir des films, il faut demander autour de soi ; pour ma part, je vais en voir à la bibliothèque François-Mitterrand, à Paris. S'agissant d'archives musicales, je viens de passer trois mois en Allemagne, à Mainz, au sein des Archives musicales africaines², qui ont conservé les archives audio d'enregistrements anciens - du moins relativement anciens, puisqu'il s'agit de disques. J'ai obtenu certaines archives également à l'IRD (Institut de recherche pour le développement, anciennement Orstom, Office de la recherche scientifique et technique outre-mer) de Bondy, qui renferme une partie des archives culturelles du Sénégal. Ces archives ont été fondées dans les années 1960 par un employé de l'Orstom détaché au Sénégal, Herbert Pepper (1912-2001), qui est aussi l'un des principaux compositeurs de l'hymne national du Sénégal. Officiellement, les archives du Sénégal sont conservées ici, à la direction du Patrimoine culturel, mais beaucoup de choses ont été perdues, au fil des crises et remaniements structurels³. Le CRDS (Centre de recherches et de documentation du Sénégal) de Saint-Louis possède des photos, mais pas d'archives audio. S'agissant de ces dernières, le meilleur endroit de conservation en est aujourd'hui la radio, RTS, même s'il arrive aussi que des bandes y soient détériorées ou réutilisées - disons que le génocide des archives n'y a pas été aussi terrible qu'ailleurs (*rires*).

Ibrahima Wane est docteur en lettres modernes et sciences humaines. Il est professeur de littérature et civilisations africaines à l'UCAD (université Cheikh-Anta-Diop) de Dakar, où il dirige la formation doctorale « Études africaines » de la faculté de lettres et sciences humaines. Ses axes de recherche actuels sont la poésie et la musique populaires en Afrique de l'Ouest, les littératures écrites en langues africaines, les cultures urbaines et l'imaginaire politique.

1 « Selon la légende, Baay Demba Waar Njaay avait poussé son *hilaire* de l'aube au crépuscule sans relâche, et il était arrivé à l'océan sans s'en rendre compte. Habitué des sables du Kajoor, il se noya dans la mer ! » Babacar Fall, « Sociétés agro-pastorales traditionnelles et travail », *Le Travail au Sénégal au xx^e siècle*, Paris, Éditions Karthala & re:work, 2011, p. 25.

2 Fondée en 1991 et rattachée au département d'anthropologie et d'études africaines de l'université Johannes-Gutenberg de Mainz (Allemagne), l'AMA (*African Music Archives*) possède un important fonds d'archives musicales (disques, cassettes audio et vidéo, CD et DVD) remontant, pour certaines, aux années 1940. URL : www.blogs.uni-mainz.de/fb07-ifeas-ama-eng. On consultera également, à ce sujet, Thokozani Mhlambi, « Une introduction aux archives musicales africaines », *Music in Africa*, 23 nov. 2015, URL : www.musicinafrica.net/node/1443.

3 « Dans une logique de restriction des dépenses de l'État, certains établissements culturels créés sous Senghor sont supprimés en 1990 (le Musée dynamique, le Centre d'étude des civilisations, les Archives culturelles et le Commissariat général des expositions d'art sénégalais à l'étranger) - sans traitement idoïne de leurs fonds iconographiques et documentaires, dont certains, tombés en désuétude, sont perdus à jamais. » Adame Djigo, « Patrimoine culturel et identité nationale : construction historique d'une notion au Sénégal », *Journal des africanistes*, vol. 85, n°1/2, « Sur les pas de Geneviève Calame-Griaule », 2015, p. 312-357, URL : <https://journals.openedition.org/africanistes/461>.